

PH Philippe Hottinguer
Gestion

Rapport annuel
2023

Sommaire

Rapport article 29 Loi Energie Climat

Introduction

1° Démarche générale

2° Moyens internes déployés

3° Démarche de prise en compte des critères ESG au niveau de la gouvernance

4° Stratégie d'engagement

5° Investissement « durables » et investissement dans les combustibles fossiles

6° Stratégie d'alignement sur l'Accord de Paris

7° Stratégie d'alignement « biodiversité »

8° Démarche de prise en compte des critères ESG dans la gestion des risques

Rapport relatif aux principales incidences négatives

I Principales incidences négatives

II Méthodologie de prise en compte des principales incidences négatives sur la durabilité

III Référence aux standards internationaux

IV Comparaison historique

Introduction

La loi du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat (LEC) instaure un cadre réglementaire établissant des objectifs pour la politique climatique et énergétique française. Elle fixe le cadre, et les ambitions afin de répondre à l'urgence climatique et à l'Accord de Paris.

Son article 29 établit de nouvelles obligations de transparence pour les investisseurs. Il renforce les exigences de l'article 173 de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte, sur la prise en compte des risques de durabilité au sein de la stratégie et la politique d'investissement, et la transparence en matière des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

L'article 29 transpose et complète le dispositif de publication du cadre européen prévu par le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019, dit règlement "Disclosure" ou SFDR. Ainsi, il va plus loin, avec une mise en avant explicite des enjeux liés au climat et à la biodiversité. L'article 29 prévoit une obligation de transparence d'une part, relative aux incidences de leurs activités sur le changement climatique et la biodiversité et, d'autre part, relative à l'exposition et la vulnérabilité de leurs portefeuilles quant à ces deux thématiques. Les sociétés de gestion sont également censées communiquer sur leur prise en compte des caractéristiques ESG dans leurs processus décisionnels, sur les moyens mis en œuvre en interne à ce sujet, et sur leur politique d'engagement en matière de vote auprès des instances de gouvernance des actifs sous gestion.

Philippe Hottinguer Gestion publie ce rapport concernant la gestion collective et le met à la disposition de ses clients et toute partie intéressée. Ce Rapport pour l'année 2023 répond et couvre les dispositions suivantes :

Le rapport article 29 concernant la société de gestion, tel qu'énoncé dans l'article 29 de la Loi n°2019-1147 Energie Climat (LEC) du 8 novembre 2019

- La déclaration relative aux principales incidences négatives (Principle adverse impact report - PAI report) telle qu'énoncée dans l'article 7 du Règlement Disclosure (SFDR)
- Le rapport prend en compte les dispositions déterminées par le point III de l'article D. 533-16-1 du Code monétaire et financier.
- Le rapport répond aux exigences de ces dispositions légales s'appliquant aux sociétés de gestion de moins de 500 millions d'euros d'encours au 31 décembre 2023.

Toutefois, nous nous efforçons d'aller plus loin, dans une démarche de transparence, afin de faire état de l'évolution de notre modèle propriétaire et de notre démarche extra-financière, de nos engagements et de nos produits responsables et durables visant à contribuer au développement durable et aux grands enjeux d'aujourd'hui tels que la relance économique et la transition énergétique, digitale et écologique.

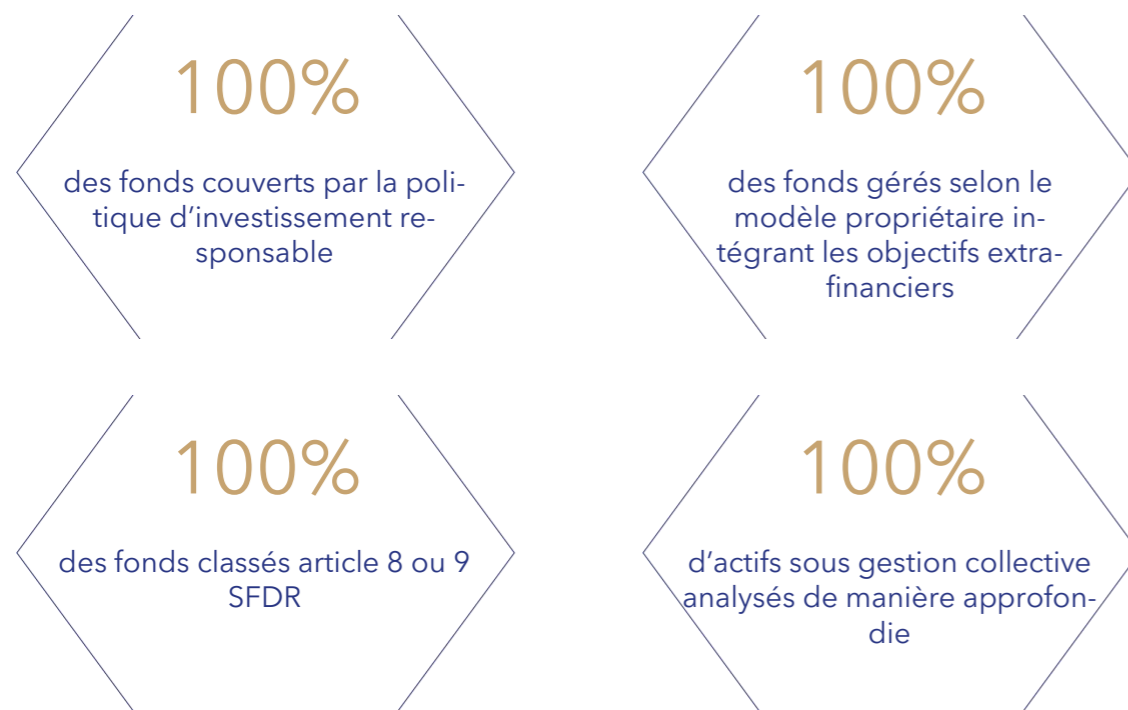
Ainsi, tous les documents relatifs à notre démarche responsable, notamment la politique et la stratégie d'investissement responsable et la politique d'exclusions, sont disponibles sur notre site : <https://www.philippehottinguer.com/fr/phhgestion/politiques-et-publications/>.

Notre engagement en quelques mots

Société de gestion engagée :



Investisseur responsable :



Investisseur durable :
















Investisseur engagé :



Notre engagement au sein de la société

Afin de concrétiser notre approche, dès fin 2022, nous avons mis en place un comité responsable des initiatives RSE au sein de la société Philippe Hottinguer Group. La mission du comité sera de promouvoir les questions ESG et RSE, de recommander et de mettre en œuvre des initiatives au sein du groupe.

Le comité RSE intragroupe est chargé de proposer les initiatives et les solutions en matière de RSE et de veiller sur leur mise en place. Le comité revoit le progrès accomplis par le Groupe tous les trimestres.

	Recycler 100% du matériel électronique, cartouches etc.	2025	
	Utilisation du papier 100% recyclé, certifié pour les besoins internes	2025	
	Conclure des partenariats avec les organisations humanitaires	2025	
	Mettre en place des formations ESG des salariés : Fresque du Climat, etc.	2025	
	Effectuer un diagnostic des émissions au niveau de l'entreprise	2027	
	Effectuer un diagnostic énergétique au niveau de l'entreprise	2027	
	Faire aboutir les rénovations des bureaux afin d'optimiser l'efficacité énergétique	2027	

De plus, nous avons réussi à mettre en place plusieurs initiatives au sein de la société et du Groupe, disponibles sur notre [site](#)

Nos initiatives en tant qu'investisseur responsable

Convaincu de la pertinence de l'investissement responsable et consciencieux, Philippe Hottinguer Gestion s'engage en tant qu'investisseur afin de promouvoir et participer à la réorientation des flux financiers vers des valeurs plus durables.

Afin de concrétiser cette démarche, nous nous engageons auprès de plusieurs organismes réputés pour leur contribution dans le domaine de la finance durable.

Ainsi, la société adhère au PRI de l'ONU et façonne son approche en accord et en conformité avec les 6 Principes pour l'investissement responsable.

Signatory of:

Ainsi, dans le cadre du développement de notre approche extra-financière, la société adhère aux UNPRI et participe à la plateforme collaborative mise en place par l'organisme.



Nous participons régulièrement et dans la mesure du possible aux événements, aux forums et aux conférences organisées par les sociétés consœurs, relatifs à la promotion et au partage de connaissances sur les thématiques de la finance durable, de l'investissement responsable etc.

Notre ambition est de développer notre engagement collaboratif, en participant davantage aux événements abordant ces thématiques ESG et ISR, ainsi qu'aux consultations des pouvoirs politiques afin de contribuer aux enjeux de régulation.



La société reconnaît le danger et les effets profondément néfastes que cause le tabac sur la santé humaine. Ainsi, le tabac est à l'origine de huit millions de décès prématurés dans le monde chaque année et devrait causer un milliard de décès au cours de ce siècle.


La société concrétise son engagement à lutter contre l'impact dévastateur du tabac et à encourager les autres à faire de même.

En ce sens, Philippe Hottinguer Gestion est Signataire et membre de l'engagement «Pledge Stamp member» de Tobacco Free Portfolios.

Depuis 2022, Philippe Hottinguer Gestion a reçu deux ans de suite le label de la Finance Durable de l'AGEFI pour son engagement et sa transparence en matière de l'investissement responsable.



urgewald Afin de compléter notre analyse extra-financière et maîtriser le risque de préjudice climatique nous nous référons à la Global Coal Exit List de l'ONG Urgewald.



Une philosophie, une équipe, des valeurs communes

Philippe Hottinguer Gestion propose à ses investisseurs une gamme d'OPCVM reposant sur un process éprouvé associant méthode et performance à long terme. Notre mission est d'investir de manière responsable et consciencieuse des enjeux d'aujourd'hui, afin de créer une valeur durable pour toutes les parties prenantes.

Notre process sur les principes suivants :



Une gestion de conviction

- Une gestion active afin d'apporter une appréciation aussi élevée que possible des capitaux investis
- Stratégie buy & hold dans la poursuite de la performance supérieure à long terme
- Indépendance des contraintes d'appartenance à un indice et ou de contraintes sectorielles



Une gestion basée sur la recherche

- Une gestion basée sur la recherche fondamentale financière et ESG
- Recherche académique sur la finance durable avec recrutement d'une doctorante en droit
- Développement en interne des outils d'analyse et des méthodes de gestion propriétaires



Une bonne maîtrise des risques

- Une gestion intégrant les risques financiers, extra-financiers et de marché au cœur de son processus



L'intégration des facteurs ESG

- Rôle fondamentale de l'ESG afin d'anticiper les changements et le mieux s'adapter aux enjeux d'aujourd'hui
- Intégration afin de maîtriser les risques et identifier les opportunités
- Gestion durable afin de privilégier l'impact positif



Dialogue avec les dirigeants

- Notre exposition aux Small et Micro Caps permettant une proximité avec les dirigeants
- Maintien du dialogue avec des échanges constructifs et réguliers

Ces principes directeurs forment l'ADN de notre stratégie d'investissement. Notre stratégie novatrice nous permet d'anticiper les nouvelles tendances du marché ainsi que les évolutions normatives dans le domaine de l'ESG.

Notre stratégie d'investissement responsable

Notre approche exclusive de gestion repose sur un processus d'investissement discrétionnaire appelé « Abacus » visant à offrir la meilleure performance ajustée du risque et donc une bonne maîtrise de la volatilité et des « drawdowns » (pertes maximales). Elle est basée sur la méthode « buy and hold » et intègre une stratégie ESG compréhensive. Notre gestion fait preuve d'une flexibilité et d'une créativité permettant d'anticiper les nouveaux enjeux qui se présentent dans un monde en constante évolution.

Univers d'investissement responsable afin de diminuer le risque :

Notre approche responsable est déclenchée dès la définition de l'univers de départ de chacun de nos fonds sous gestion. En effet, déterminé différemment pour chaque fonds, l'univers de départ prend principalement en compte la zone géographique, la devise et la capitalisation visée.

A ce stade, nous appliquons des filtres financiers et extra-financiers afin d'exclure toute valeur incompatible avec notre modèle et afin de faciliter la sélection de valeurs suivant notre ADN.

Nos principaux filtres sont les métriques de risques et liquidité, notre politique d'exclusion commune à tous nos fonds, et l'analyse ESG initiale résultant en approches de sélectivité soit Best-in-Universe ou Best-in-Class.

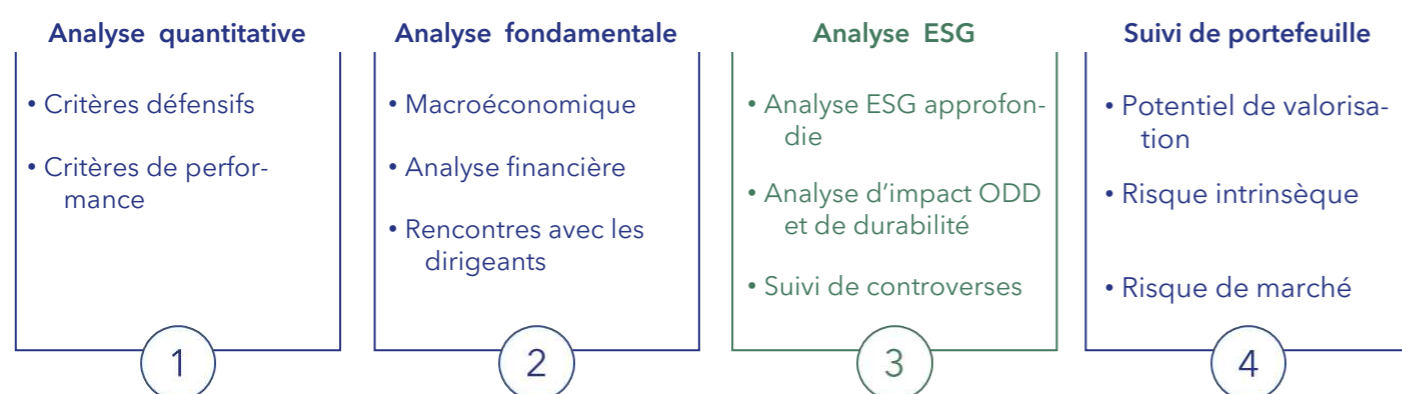
L'analyse ESG initiale comprend plus de 130 critères ESG quantitatifs sur la base de la double matérialité. Elle prend en compte les risques de durabilité sur la valeur et l'incidence négative de l'entreprise sur son environnement. Elle permet de discerner le seuil minimal de performance ESG afin de prévenir des risques flagrants financiers et de responsabilité. Elle permet d'avoir un échantillon le plus large possible d'entreprises investissables tout en conservant une approche significativement engagée et permettant de recenser pour une première fois, les entreprises qui ont une démarche ESG établie.

A l'issue de ces étapes, l'univers investissable est défini pour chacun de nos fonds.

Construction du portefeuille afin de saisir les opportunités :

Par la suite, nous appliquons notre processus Abacus sur les titres de l'univers investissable pour chaque fonds, afin de recenser des valeurs intéressantes susceptibles d'être investies.

La gestion des fonds repose sur un processus d'investissement discrétionnaire appelé « Abacus ». Ce processus se déroule en quatre étapes :



Notre stratégie commune à tous nos fonds et toutes les classes d'actifs

Philippe Hottinguer Gestion adopte une stratégie extra-financière rigoureuse intégrée à tous les processus d'investissement et de gestion des actifs. Elle est partie intégrante du processus Abacus.

Notre approche responsable est fondée sur 5 postulats :



Exclusions normatives et sectorielles



Analyse ESG basée sur la double matérialité



Mesure de l'impact ODD et l'analyse de durabilité



Gestion pragmatique et objective des controverses



Dialogue constructif et proactif

Les 5 postulats de notre stratégie extra-financière s'appliquent tout au long du cycle de vie des actifs. Ils sont basés sur les valeurs extra-financières, socialement responsables et consciencieuses du développement durable. Ces valeurs sont matérialisées par les critères environnementaux, sociaux, sociétaux et de gouvernance et des indicateurs des Objectifs de Développement Durable de l'ONU qui sont traduits en termes opérationnels et intégrés dans le processus d'investissement et de gestion.

Ainsi, notre stratégie extra-financière va plus loin que la simple intégration des critères ESG et ODD. Les 5 postulats de notre approche suivent deux schémas :

- Dans un premier temps, la société prend en compte des facteurs ESG pour diminuer les risques auxquels elle et ses actifs seraient exposés, tels que le risque financier, de responsabilité et/ou de réputation. Cette approche repose sur une analyse des investissements, en identifiant à travers les critères ESG pertinents, les risques de durabilité et les incidences négatives.
- Dans un second temps, la société poursuit l'impact positif de ses investissements en matière de développement durable. La société de gestion tient compte de la durabilité de l'activité de l'entreprise, et si celle-ci réalise de manière intentionnelle et mesurable des impacts environnementaux et sociaux positifs.

Exclusions normatives et sectorielles afin de filtrer les entreprises controversées :

Philippe Hottinguer gestion a pour mission d'investir de manière durable et responsable. En ce sens, nous excluons toute entreprise dont le secteur d'activité ou le comportement est estimé controversé et à haut potentiel de risque.

Nous excluons plusieurs secteurs de nos univers d'investissement, pour des raisons environnementales, sociales ou éthiques, tels que les énergies fossiles, le tabac et la pornographie. Ainsi, ces secteurs sont estimés être en contradiction avec nos engagements responsables extra-financiers. Nous nous référons aux normes internationales délimitant le comportement controversé afin de prévenir les violations graves des droits fondamentaux et du droit humanitaire.

L'analyse ESG visant à prévenir des risques et diminuer l'impact négatif :

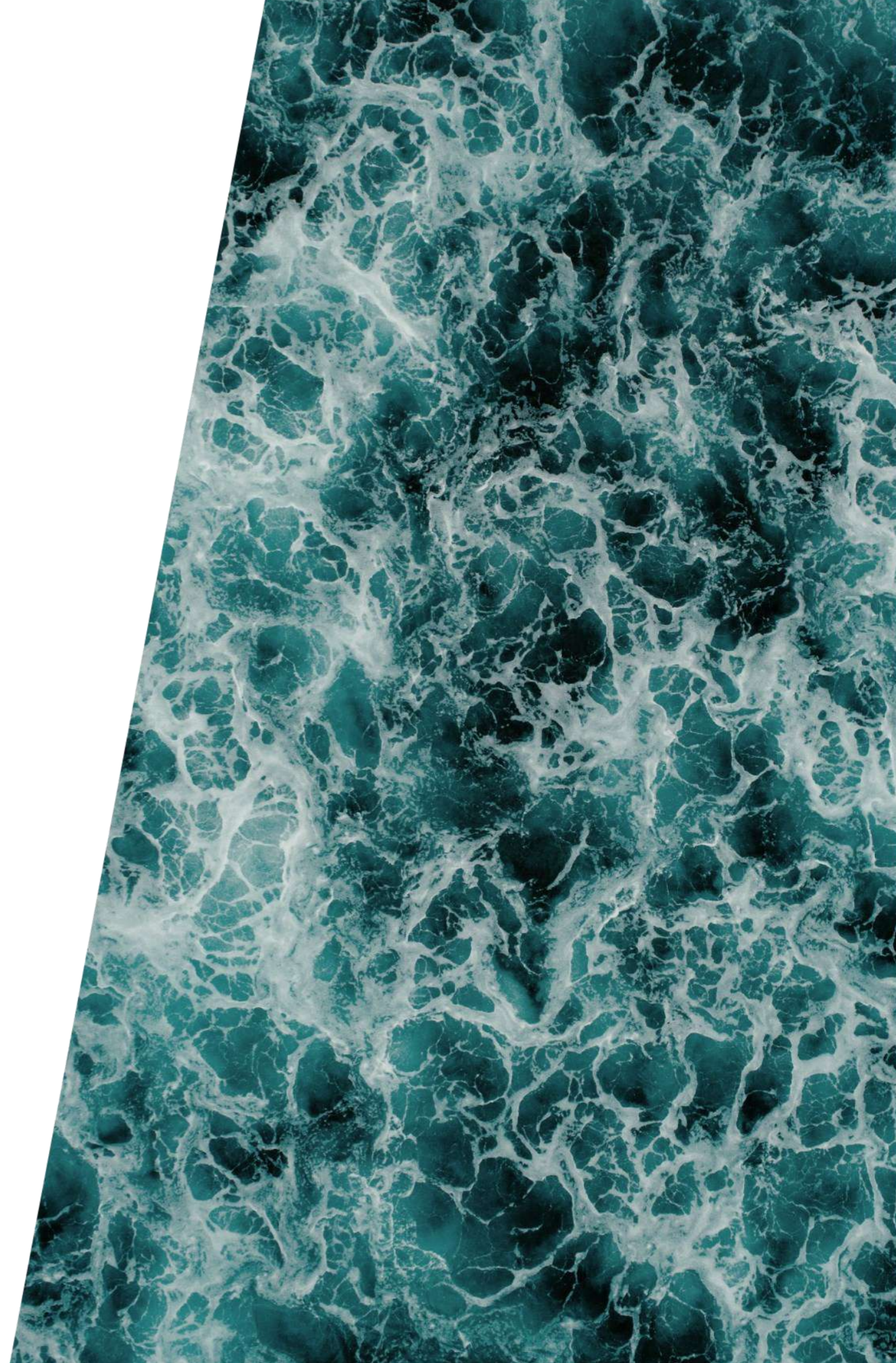
L'analyse ESG se base sur la double matérialité à l'image de la régulation européenne sur la finance durable. La double matérialité prend en compte les deux volets, le risque en matière de durabilité, i.e. le risque éventuel sur la valeur de l'investissement causé par des facteurs de durabilité (outside in) et l'incidence potentiellement négative des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité (inside out).

En ce sens, l'analyse vise deux objectifs principaux:

- D'une part, l'analyse ESG nous permet de veiller au risque financier qui pourrait éventuellement affecter la valeur de l'actif. En effet, lors de l'analyse ESG, l'équipe de gestion estime l'exposition des actifs aux risques de durabilité, qu'ils soient physiques ou transitionnels. Ainsi, l'équipe veille à ce que les entreprises exposées aient pris en compte de tels risques dans leurs activités et leurs démarches, et qu'elles aient mis en place des moyens pour répondre à de tels risques.
- D'autre part, l'analyse permet de prévenir le risque de responsabilité et de réputation pour la société de gestion en veillant aux incidences négatives de l'actif sur des facteurs de durabilité. Plus précisément, l'analyse ESG permet de cerner la mesure selon laquelle une entreprise pourrait éventuellement avoir une incidence négative sur les facteurs de durabilité.

Afin d'évaluer l'exposition des entreprises aux risques de durabilité, ainsi que de mesurer les éventuelles incidences négatives de leurs activités, nous prenons en compte les critères qualitatifs et quantitatifs répartis en quatre piliers :

- Environnementaux : les émissions de GES (gaz à effet de serre), le mix énergétique, les certifications environnementales, l'exposition aux risques climatiques etc.
- Sociaux : l'existence d'un mécanisme de due diligence en matière des droits de l'Homme, le taux d'accidents du travail, la protections des employées, le nombre d'heures de formation, etc.
- Sociétaux : la démarche dans la lutte contre la corruption, les risques ESG dans la chaine d'approvisionnement, la gestion des matières premières, etc. ;



- Gouvernance d'entreprise : gouvernance ESG, labels RSE, le taux d'administrateurs indépendants, le pourcentage de femmes au conseil d'administration, le comité exécutif etc.

La politique d'intégration des risques de durabilité visée à l'art.3 du SFDR sera présentée en détail dans le paragraphe 8° Principaux risques de durabilité.

Mesure d'impact positif et l'analyse de la durabilité afin de saisir les opportunités :

La société privilégie la contribution positive au développement durable. Cela est fait par le biais des Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU pertinents. Notre outil propriétaire calcule la contribution aux ODD et la durabilité de chaque entreprise dans nos portefeuilles. En effet, dans le cadre de la construction du dossier d'investissement, sont examinées de préférence des entreprises dont l'activité réalise de manière intentionnelle et mesurable des impacts environnementaux et sociaux positifs.

La durabilité de chaque entreprise est calculée sur la base de trois critères :

- La contribution significative à un ou plusieurs Objectifs de développement durable (ODD) ;
- L'absence de préjudice significatif pour l'environnement et la société ;
- La bonne gouvernance.

Nous veillons à contribuer aux objectifs suivants :

- Les objectifs environnementaux comprennent des activités liées à l'eau propre (ODD 6), à l'énergie propre (ODD 7), à l'industrie, à l'innovation et aux infrastructures (ODD 9), à la consommation durable (ODD 12), à la lutte contre le changement climatique (ODD 13) et à la biodiversité (ODD 15).
- Les objectifs sociaux sont la bonne santé et le bien-être (ODD 3), une éducation de qualité (ODD 4), l'égalité des sexes (ODD 5), le travail décent et la croissance économique (ODD 8), la réduction des inégalités (ODD 10).

Gestion des controverses:

La société veille aux risques de controverses tout au long du cycle de vie d'un actif, afin d'identifier et de minimiser le potentiel risque réputationnel et financier affectant la société. Nous veillons aux controverses, tels que les incidents relatifs à la sécurité et la santé des employés, les incidents environnementaux et pollutions, les condamnations pour corruption, le blanchiment d'argent, etc.

En cas d'apparition d'une telle controverse concernant une entreprise dans le portefeuille, le protocole de suivi et de gestion de controverses est déclenché. L'équipe de gestion s'efforce de maintenir l'objectivité et le pragmatisme dans son examen de la controverse. Elle recueille le maximum d'informations disponibles et analyse en interne la gravité, l'éventualité et la dimension d'impact négatif potentiel. Le directeur de gestion en est informé et une décision est prise quant au maintien de l'entreprise dans le fonds, à sa mise sous surveillance ou à son exclusion .

Dialogue et engagement avec les entreprises

Philippe Hottinguer Gestion souhaite promouvoir la prise en compte de la sphère extra-financière auprès de ses clients et ses investisseurs. La société est engagée de manière collaborative, individuelle et par vote aux assemblées.

Nous communiquons régulièrement avec les entreprises au sujet de leur démarche responsable. L'engagement individuel comprend la prise de contact, le dialogue et la rencontre avec le management des entreprises investies.



Communication

Documents précontractuels :

Au vu des exigences réglementaires et légales, la société de gestion décrit la manière dont les risques de durabilité et les principales incidences négatives sont intégrés dans les processus d'investissement et de la gestion de chaque fonds. Ces informations sont précisées dans les documents précontractuels, DIC Priips, prospectus et annexe ESG au prospectus (Annexe II ou Annexe III du Règlement délégué du SFDR) de chaque fonds.

La documentation précontractuelle concernant le compartiment Abacus Discovery est en cours de modification, et reflétera son approche spécifique d'intégration des risques de durabilité et des principales incidences négatives conformément à l'article 8 SFDR.

La documentation précontractuelle concernant le fonds Abacus Tech for Good a été mise à jour durant 2022 puis complétée par l'Annexe II pour refléter l'intégration de la démarche responsable au sens de l'article 8 SFDR.

La documentation précontractuelle concernant le fonds Abacus Credit Impact a été publiée au lancement en novembre 2023 avec l'Annexe III reflétant l'intégration de la démarche durable au sens de l'article 9 SFDR.

La documentation précontractuelle concernant le fonds Abacus Green Deal a été publiée au lancement en 2022 et puis complétée par l'Annexe III pour refléter l'intégration de la démarche durable au sens de l'article 9 SFDR.

Les informations sont fournies selon les recommandations de l'Autorité des marchés financiers (AMF) relatives aux fonds faisant de l'approche extra-financière l'élément central de leur communication et les obligations réglementaires énoncées dans le SFDR.

Rapports périodiques :

Les portefeuilles sous gestion collective font l'objet de plusieurs rapports périodiques disponibles sur le site.

Au vu des exigences réglementaires et légales, la société de gestion décrit les résultats de ses efforts, et la manière dont les risques de durabilité et les principales incidences négatives ont été intégrés dans les processus d'investissement et de la gestion de chaque fonds. Ces informations sont précisées dans les rapports périodiques, tels que le rapport annuel financier, annexe ESG au rapport annuel (Annexe IV ou Annexe V du Règlement délégué du SFDR), rapports PAI et EET trimestriels de chaque fonds.

La société de gestion a publié sur le site internet les annexes IV et V des fonds Abacus Discovery, Abacus Tech for Good, Abacus Green Deal et Abacus Credit Impact. Les informations fournies seront aussi annexées au rapport annuel financier.

La performance des fonds fait objet aussi du Rapport annuel fusionné sur l'article 29 de la loi énergie-climat et PAI du Règlement Disclosure.

Communication sur le site internet :

Nous publions et tenons à jour les informations relatives à l'intégration des risques de durabilité et des principales incidences négatives dans les processus d'investissement et de la gestion des actifs et des fonds.

Les documents disponibles sur notre site sont les suivants :



[Politique d'investissement responsable](#)



[Politique d'engagement](#)



[Politique d'exclusion](#)



[Code de transparence](#)



[Rapport d'impact positif](#)

Périmètre concerné par le rapport Article 29

Depuis 2022, tous nos fonds sous gestion intègrent des enjeux ESG au sein de leur processus gestion d'investissement.

Nos politiques et stratégies d'investissement responsable prévoient notre démarche extra-financière cohérente et complète. La stratégie extra-financière contraint la gestion de tous nos fonds sous gestion collective. De plus, tous nos fonds adoptent a minima une approche significativement engagée correspondant à la catégorie 1 AMF¹.

En 2023, nous avons renforcé notre engagement avec le lancement d'un fonds obligataire durable, agréé article 9 SFDR, Abacus Credit Impact.

Dans le cadre de ce Rapport article 29, les OPCVM d'investissement sous gestion collective ci-dessous sont concernés. Nous prenons en compte les fonds pour lesquels Philippe Hottinguer Gestion est la société de gestion et celui pour lesquels elle est déléguataire de gestion. Nous excluons du périmètre de ce Rapport les mandats sous gestion et quelques fonds en situation particulière².

Article SFDR	Catégorie AMF	Produit	Actifs sous gestion (M€) au 31/12/2023	Actifs sous gestion (%) au 31/12/2023
Article 8	1	Abacus Discovery	29.1	25.3%
Article 8	1	Abacus Tech for Good	4.1	4%
Article 9	1	Abacus Green Deal	23.3	20.2%
Article 9	1	Abacus Credit impact	6.6	6.0%
Total :			63.0	54.7%

¹ Catégorie AMF est une classification des fonds selon le degré de la prise en compte de critères extra financiers dans la stratégie d'investissement et les support de communication issue de la [recommandation AMF - DOC-2020-03](#).

Catégorie 1 correspond à une « approche significativement engageante ».

Catégorie 2 correspond à une « approche non significativement engageante ».

Catégorie 3 correspond à une « approche n'atteignant pas les standards de la communication centrales ou réduites ».

² L'actif total sous gestion inclut les mandats sous gestion (43,6M€ au 31/12/2023) et le fonds professionnel obligataire (8.6 M€ au 31/12/2023).

Notre gamme de fonds vert clair et vert foncé

Notre mission est d'investir de manière responsable, afin de créer une valeur durable pour toutes les parties prenantes. Notre responsabilité fiduciaire et la conviction à long terme sont les principales raisons pour l'intégration d'une approche responsable et durable.

Notre approche propriétaire de gestion repose sur un processus d'investissement discrétionnaire appelé « Abacus » visant à offrir la meilleure performance ajustée du risque. Cette vision dualiste mariant la stratégie financière et extra-financière nous permet d'accomplir notre mission : de minimiser des risques, privilégier les impacts positifs de nos investissements et d'accompagner le mieux les entreprises en ce sens.

Notre gamme de fonds actions

Fonds Abacus Discovery et Abacus Tech for Good, un pas de plus vers une stratégie socialement responsable :

Le fonds Abacus Discovery et Abacus Tech for Good adoptent une stratégie extra-financière plus exhaustive conforme aux exigences de l'article 8 du Règlement Disclosure. Leur objectif d'investissement est ainsi de promouvoir les caractéristiques environnementales, sociales et celles de la bonne gouvernance.

La stratégie extra-financière relative au deux fonds contraint l'univers d'investissement au même titre que la stratégie financière. Au sein de l'univers d'investissement, sont privilégiées des entreprises européennes dont les activités sont liées à la promotion des caractéristiques ESG et de durabilité. Dans le cadre du fonds Abacus Discovery, il s'agit des actions des petites et très petites entreprises européennes, alors que le fonds Abacus Tech for Good investit dans les actions des entreprises de toutes tailles de capitalisation qui contribuent à la transition digitale.

Fonds Abacus Green Deal, fonds impact, thématique :

Abacus Green Deal est un fonds d'actions des pays de l'Union européenne, dont l'objectif d'investissement durable au sens de l'article 9 du Règlement Disclosure est de contribuer de manière significative et positive aux défis de la transition énergétique et écologique et à la lutte contre le réchauffement climatique au sens de la Taxonomie européenne.

Le fonds vise à réaliser une performance nette supérieure à l'indice de référence sur la durée de placement recommandée de 5 ans, au travers d'un portefeuille diversifié composé d'actions d'entreprises, de toutes tailles de capitalisation dont le modèle économique répond significativement à l'objectif de contribution au développement durable du fonds selon l'analyse de la société de gestion.

Notre gamme de fonds obligataire

Fonds Abacus Credit Impact, fonds obligataire durable :

Abacus Credit Impact est un FCP d'obligation libellé en euro conforme à l'article 9 SFDR. Le fonds a pour objectif d'investir dans des obligations ayant des impacts environnementaux et/ou sociaux en matière de durabilité tout en recherchant une performance, sur la durée du placement recommandée.





Il est composé d'émetteurs de toutes capitalisations boursières dont les obligations sont alignées ou conformes aux standards de l'International Capital Market Association (ICMA) Green, Social, Sustainable et Sustainability-linked bonds. Ces titres, choisis pour leurs qualités fondamentales, sont sélectionnés au travers d'un processus rigoureux et transparent, Abacus.

Cette méthodologie propriétaire nous permet de viser une meilleure performance ajustée au risque.

Abacus Credit Impact adopte une stratégie d'investissement socialement responsable (ISR) et une stratégie extra-financière exhaustive, avec une analyse approfondie des risques et des incidences ESG, des émissions des gaz à effet de serre, des scope 1, 2, 3. La stratégie d'investissement est caractérisée par une démarche significativement engagée :

- L'approche en « amélioration de note » par rapport à l'univers investissable - la note du fonds doit être supérieure à la note de l'univers d'investissement après élimination de minimum 20% des valeurs les moins bien notées, exclues selon approche Best in Universe.
- L'approche en « sélectivité » par rapport à l'univers investissable : avec la réduction de 20% de l'univers d'investissement selon l'approche Best-in-Universe.

Conformément à l'objectif de gestion du Fonds, l'équipe de gestion sélectionne des obligations dont les bénéficiers sont dédiés à une utilité sociale, environnementale ou de durabilité additionnelle et intentionnelle.

	Abacus Discovery	Abacus Tech for Good	Abacus Green Deal	Abacus Credit impact
Article SFDR				
Niveau d'intégration des critères ESG	90%	90%	90%	90%
Investissement socialement responsable	✓	✓	✓	✓
Approche de sélectivité	Best-in-Universe	Best-in-Universe	Best-in-Class	Best-in-Universe
Objectif de performance ESG	✓	✓	✓	✓
Objectif d'investissement durable	20%	30%	80%	80%
Objectif d'alignement à l'Accord de Paris	Aucun	Aucun	2°C	Aucun



Moyens
internes

2°

L'équipe de gestion directement impliquée dans la stratégie extra-financière

Sous la responsabilité du Directeur de la Gestion Edwin Faure, l'équipe de gestion définit, élabore et met en œuvre la stratégie extra-financière de la société. Le pôle extra-financier assure la veille réglementaire, l'analyse des entreprises en portefeuille et la conformité de tous les produits financiers avec les engagements pris. Ce pôle est également chargé de la recherche et du développement dans le domaine extra-financier.

L'ensemble de l'équipe de gestion assure l'intégration des critères ESG dans la gestion et le suivi de tous les portefeuilles. L'équipe de gestion est également chargée de l'évaluation de chaque valeur, des risques et des opportunités extra-financiers. Les analystes financiers et extra-financiers assurent l'application effective de notre stratégie dans toutes les étapes du processus d'investissement.

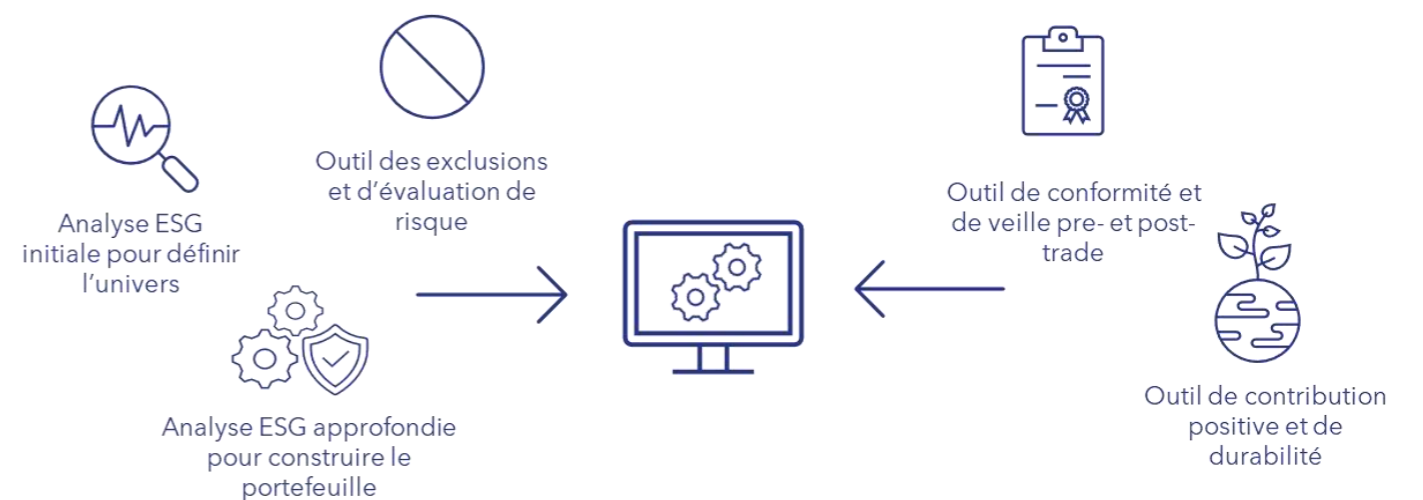
La gestion de portefeuille est assurée par les deux piliers financier et extra-financier pour tous les fonds sous gestion.

Notre modèle extra-financier propriétaire

Notre modèle propriétaire se reposant sur les outils développés en interne :

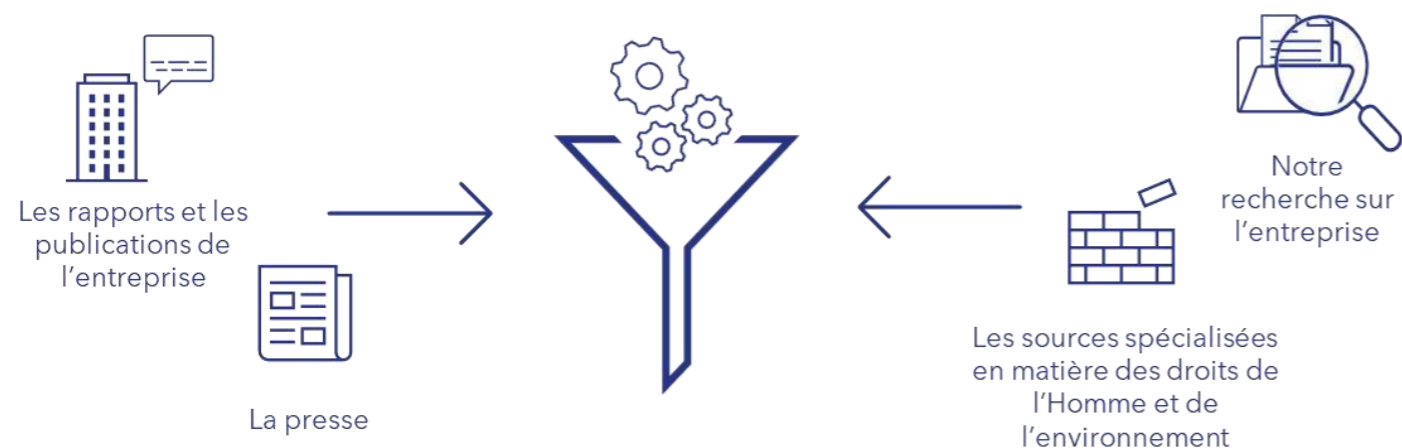
Nous attachons une grande importance au développement des modèles propriétaires construits sur notre expertise visant à apporter une valeur ajoutée tangible dans la sélection des titres en portefeuille. Nos modèles ESG respectent ce principe et ont pour objectif d'offrir une appréciation de qualité et fiable que nous maîtrisons dans son ensemble.

Nous avons développé en interne une gamme d'outils assurant l'analyse ESG, ODD, et de la durabilité, afin de maîtriser la qualité et la traçabilité des données et la bonne application de notre approche. Avec celle-ci, l'analyse extra-financière est un élément central de notre méthode d'investissement propriétaire « Abacus ». Notre approche a été conçue en s'adossant sur les standards internationaux, faisant échos aux exigences réglementaires et celles des régulateurs.



Analyse interne, données internes :

Les informations émanant des entreprises récoltées en interne constituent la majeure partie des données utilisées dans notre notation. Le dialogue avec les dirigeants renforce notre compréhension des sociétés et représentent une source inestimable de valeur ajoutée. L'analyse ESG et la mesure des risques liés à la mise en œuvre de la démarche extra-financière de la Société sont réalisées exclusivement en interne et n'intègrent aucune notation d'agences externes.



Objectif de l'inclusion et de mixité

La loi Rixain vise à accélérer l'égalité économique et professionnelle et énonce l'obligation pour les sociétés de gestion d'afficher leur objectif de représentation équilibrée femme /homme.

En effet, le nouvel article 8 bis de cette loi dispose que: *«Les sociétés de gestion de portefeuille définissent un objectif de représentation équilibrée des femmes et des hommes parmi les équipes, organes et responsables chargés de prendre des décisions d'investissement. Les résultats obtenus sont présentés dans le document mentionné au II de l'article L. 533-22-1. Cet objectif est actualisé chaque année.»*

A ce stade, la société Philippe Hottinguer Gestion n'a pas défini d'objectif de mixité en raison d'effectifs réduits et d'une hiérarchie restreinte au sein des équipes, des organes et des responsables. L'objectif sera actualisé annuellement.

Philippe Hottinguer Gestion reconnaît l'importance de la représentation équilibrée d'hommes et de femmes et veille à ce que ce critère soit pris en compte et respecté au sein des entreprises investies.



Gouvernance
interne

3°

Gouvernance interne impliquée dans l'ESG

Les stratégies, politiques et processus d'investissements mis en œuvre par Philippe Hottinguer Gestion sont approuvés et surveillés par le Comité d'investissement de la société de gestion, tenu à une fréquence bimensuelle. Pour sa part, le Président du Directoire est responsable de leur exécution.

Le Comité d'investissement est au cœur du dispositif de gestion financière de la société de gestion, y compris en ce qui concerne la démarche extra-financière (ESG et ISR), tant en ce qui concerne la gestion collective (gestion d'OPCVM en direct et par délégation) qu'en ce qui concerne la gestion de portefeuille pour compte de tiers (gestion sous mandat), le courtage d'assurance vie, l'arbitrage dans le cadre de contrats d'assurance-vie en UC et le conseil en investissement.

Sous la responsabilité du Comité d'investissement, l'équipe de gestion définit, élabore et met en œuvre la stratégie extra-financière de la société et s'assure de l'application effective de cette stratégie dans toutes les étapes du processus d'investissement.

L'équipe de gestion est responsable de l'identification, de la mesure et du contrôle, en premier niveau, des risques liés à la mise en œuvre de l'approche extra-financière au sein des portefeuilles gérés. Ces risques sont contrôlés, en deuxième niveau, par le Middle Office Risques de la société de gestion, avec l'appui du délégataire des contrôles permanents.



Stratégie d'engagement

4°

Notre stratégie d'engagement

Dans le cadre de sa gestion collective, Philippe Hottinguer Gestion souhaite promouvoir la prise en compte de la sphère extra-financière auprès de ses clients et de ses investisseurs. La société encourage l'intégration des facteurs ESG dans les processus décisionnels et dans les activités des entreprises dans lesquelles elle investit.

Depuis 2021, la société s'engage auprès de l'organisme de Principes d'investissement responsable de l'ONU et façonne son approche en accord et en conformité avec les 6 Principes pour l'investissement responsable. Philippe Hottinguer Gestion adhère aux 6 Principes pour l'investissement responsable, y compris ceux relatifs à l'engagement actionnarial. Nous nous sommes engagés à :

- Être des actionnaires actifs, en intégrant les questions ESG à nos politiques et procédures en matière d'actionariat.
- Encourager les entreprises dans lesquelles nous investissons à publier les informations concernant leurs pratiques ESG.
- Promouvoir l'adoption et la mise en œuvre des Principes dans le secteur des investissements.
- Coopérer pour améliorer l'efficacité de notre mise en œuvre de ces Principes.

Dans cette perspective, nous avons prévu plusieurs approches d'engagement.



Forums,
conférences ...



Plateformes
collaboratives



Votes aux
assemblées



Questionnaire
ESG



Dialogue
constructif et
proactif

Politique de vote

La société de gestion exerce les droits de vote attachés à sa qualité de gestionnaire des OPCVM. La responsabilité de vote est exercée en interne et n'est pour le moment externalisée pour aucun des fonds.

En cas d'exercice de la pratique de vote, ce dernier est nécessairement aligné aux objectifs et aux principes d'investissement de la société, plus spécifiquement à nos objectifs extra-financiers tels que définis par la politique et la stratégie d'investissement.

Ainsi, le gestionnaire veille :

- à ne pas entraver le bon fonctionnement du gouvernement d'entreprise et à participer ou à se faire représenter à toutes les assemblées où il est convoqué par l'intermédiaire des fonds qu'il gère,
- à la protection des porteurs de parts des fonds qu'il gère en votant ou en faisant voter les projets et résolutions les plus favorables à la valorisation des actifs détenus,
- à mettre en œuvre tous moyens assurant le respect des règles déontologiques notamment celles prohibant toute entente ou tout avantage que le gestionnaire pourrait tirer de sa position dans l'entreprise (Insider Trading ou Front Running).

Nous distinguons deux approches:

Les critères déterminant le droit de vote dans le cadre de l'approche commune :

Le gestionnaire exercera son droit de vote aux actions détenues dans le cadre des mandats et OPCVM sous gestion si :

- La valeur détenue excède 10% dans l'actif total sous gestion de la société de gestion
- la société de gestion détient plus de 5% du capital de la valeur concernée.

Les critères déterminant le droit de vote dans le cadre de l'approche significativement engagée et la gestion impact :

Dans le cadre de la gestion du fonds Abacus Green deal, aucun seuil de détention n'a été défini pour l'exercice des droits de vote ou autre droits attachés aux actions.

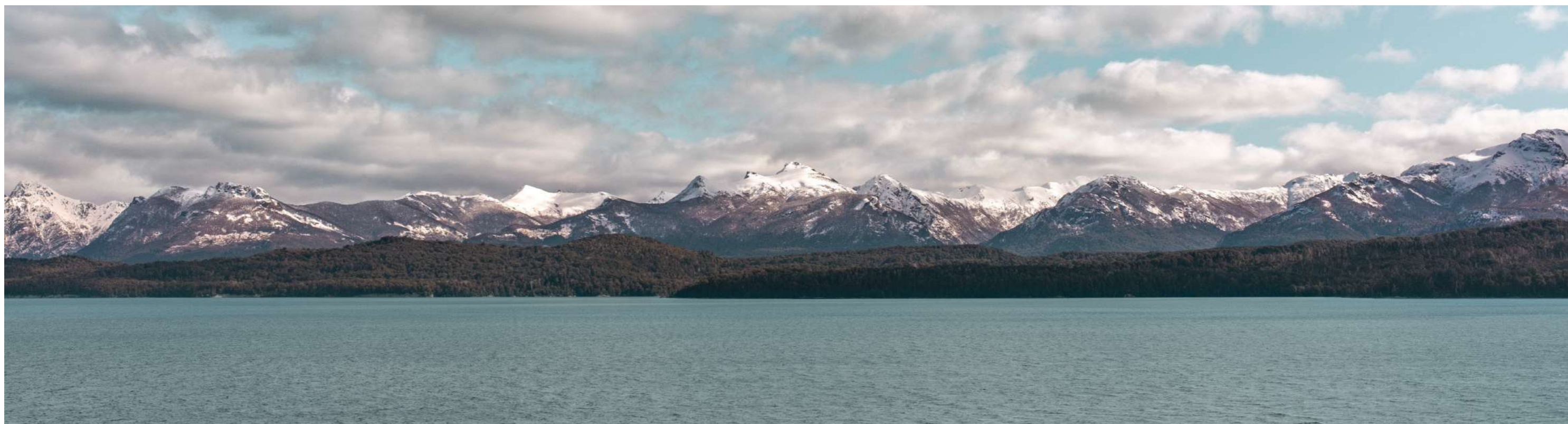
L'exercice des droits de vote ou d'autres droits s'applique sous réserve d'éventuelles contraintes réglementaires ou techniques imposées par le régulateur ou le dépositaire, notamment si cet exercice est préjudiciable à l'intérêt exclusif des porteurs, ou s'il présente un coût anormalement prohibitif.

Plusieurs principes directeurs sont déterminés guidant notre pratique de vote. Nous notons principalement ceux relatifs à la gouvernance et sur les enjeux environnementaux et sociaux.

En effet, la société encourage les entreprises à assurer une intégration adéquate et efficace des facteurs ESG dans leur gouvernance, à travers l'établissement de comités dédiés à ces sujets, ou à minima en désignant une personne responsable de la conceptualisation et le déploiement des stratégies et des politiques extra-financières.

Ainsi, chez Philippe Hottinguer Gestion, nous encourageons fortement la prise en compte des risques et enjeux environnementaux et sociaux dans les résolutions, qu'elles soient proposées par le management ou les actionnaires. Nous estimons que le soutien ou la proposition des résolutions environnementales et sociales ont un impact le plus direct sur les enjeux de durabilité.

Ces résolutions sont analysées principalement en interne et de manière indépendante selon notre approche et conformément à l'ensemble de nos politiques et stratégies d'investissement responsable. Ainsi, chacune de ces résolutions est analysée de manière contextualisée en fonctions des enjeux et des atouts spécifiques à l'entreprises en question.



Nous sommes particulièrement soucieux des éléments suivants quant aux propositions des résolutions :

- Le niveau de transparence des propositions ESG et climatiques
- Le caractère ambitieux et le périmètre d'application de ces propositions
- Le caractère crédible et applicable de ces propositions

Ainsi, Philippe Hottinguer Gestion est généralement favorable aux résolutions portant sur des enjeux sociaux, sociétaux, environnementaux et climatiques sous condition qu'ils soient alignés à nos politiques et analyses internes.

Pour plus de détails, voir la [Politique d'engagement](#) sur notre site.

Engagement individuel

Nous privilégions le dialogue en vue d'encourager les entreprises à améliorer leurs pratiques environnementales et sociales, ainsi que leur transparence sur ces dernières.

Dans son approche générale, la société s'efforce d'être engagée auprès des entreprises dans lesquelles elle investit. Toutefois, il faut tenir compte du fait que la société n'acquiert qu'une participation minoritaire dans les entreprises, limitant dès lors son influence ainsi que l'effectivité de son engagement. L'engagement individuel comprend la prise de contact, le dialogue et rencontre avec le management des entreprises investies. Nous communiquons avec les entreprises sur le sujet de leur démarche responsable. Nous pouvons prendre contact avec l'entreprise afin de demander la réponse à notre questionnaire ESG, ou dans le cadre du suivi de leur performance ESG.

Approche spécifique aux fonds impacts

Quant au fonds Abacus Green Deal, la société est positionnée en tant qu'actionnaire engagé, conformément à la nature du fonds, afin de protéger et améliorer le processus d'investissement ainsi que de suivre la performance ESG et encourager l'impact positif des actifs.

Dans le but de générer des impacts environnementaux et sociaux positifs en même temps qu'un rendement financier, l'équipe de gestion veille à ce que les entreprises les produisent de manière intentionnelle, mesurable et additionnelle. L'équipe de gestion entretient un dialogue constant avec elles afin de pouvoir mesurer et encourager la contribution positive de ces dernières aux objectifs de développement durable.

Le processus d'engagement uniforme

Nous initiions un dialogue avec les entreprises investies ou pouvant l'être dans plusieurs contextes différents :

- Préalablement à l'investissement, en cas d'intérêt pour une entreprise qui ne remplit pas nos critères de transparence en matière de l'ESG
- Postérieurement à l'investissement, en cas d'identification d'une opportunité pour une entreprise d'améliorer son approche
- De manière spontanée, lors des rencontres aux forums
- En cas de controverse

Nous avons formalisé notre processus d'engagement de manière suivante :

L'identification des opportunités d'engagement

En fonction du contexte dans lesquels nous initiions un dialogue, l'identification des cibles et des opportunités d'engagement diffère. Notamment, l'identification peut être spontanée lors d'un forum ou de la participation à une plateforme collaborative, ou en cas de survenance d'une controverse. D'un autre côté, l'identification peut être issue de notre processus d'investissement, en fonction de l'intérêt financier ou extra-financier qu'une entreprise représente, ou du risque qu'elle peut représenter.

L'importance de la démarche et son intégration dans les processus d'investissement

Nous attachons une grande importance au développement des modèles propriétaires construits à partir de notre expertise visant à apporter une valeur ajoutée tangible dans la sélection des titres en portefeuille. Nos modèles d'analyse ESG respectent ce principe et ont pour objectif d'offrir une notation que nous maîtrisons dans son ensemble. Les informations émanant des entreprises constituent la majeure partie des données utilisées dans notre notation. Le dialogue avec les dirigeants renforce notre compréhension des sociétés et représente une source inestimable de valeur ajoutée.

Les objectifs recherchés par l'initiative de dialogue ou d'engagement

Nous établissons un dialogue avec les entreprises investies ou potentielles afin d'encourager l'amélioration des aspects de la transparence extra-financière et de la réduction des impacts négatifs et augmentation de l'impact positif.

La transparence en matière d'ESG est une part essentielle dans l'analyse. Elle nous permet d'apprécier les aspects cruciaux de l'activité et du comportement d'une entreprise. En absence totale de transparence en cette matière il est impossible de noter l'entreprise. Un degré de transparence élevé est dès lors nécessaire pour que nous puissions considérer une entreprise comme investissable.

Il faut noter quelques facteurs atténuants, tels que les disparités réglementaires, géographiques, sectoriels, ou selon la taille de l'entreprise. Nous essayons de prendre en compte ces disparités afin d'éviter les notations préjudiciables, toutefois, nous exigeons le respect d'un seuil minimal de toutes les entreprises investies. Nous prenons contact avec les entreprises afin qu'elles améliorent leur niveau de transparence, et ou même qu'elles établissent des moyens de communication précédemment non existants.

Philippe Hottinguer Gestion encourage fortement la prise en compte des enjeux environnementaux, climatiques, sociaux et sociétaux, a minima dans le cadre de la gestion des risques. Les entreprises devraient au moins procéder à une analyse des facteurs matériels afin de diagnostiquer et maîtriser les risques extra-financiers auxquels elles seraient exposées.

De plus, la société encourage la mise en place de procédures de suivi de certains KPIs fondamentaux afin de prévenir et maîtriser des incidences négatives. Également, nous conseillons l'adoption des objectifs de réduction de consommation, l'adoption des initiatives plus économes en ressources, circulaires et durables.

Philippe Hottinguer Gestion a mis en place sa politique responsable vers la fin de l'année 2021. Depuis, plus de soixante entreprises investies ont été contactées dans le cadre de notre démarche de vigilance ESG, d'approfondissement de notre analyse ou même afin de conseiller les entreprises sur leur processus et leur transparence ESG.

Ainsi nous avons rencontré **une quarantaine d'entreprises en cours de l'année 2023** dans l'unique but de discuter des sujets ESG.

Pendant l'année 2023 :

Rencontres avec le management de entreprises investies ou potentielles

Date	Occasion	Société	Contact	Enjeux principaux discutés	Commentaire
09/01/2023	ODDO BHF Forum	Grenergy	Investor relation	Approche ESG générale et le Roadmap 2023 Consommation interne des énergies renouvelables Approche des risques climatiques Autres KPIs ESG	Approche générale approfondie, avec une mise en place des engagements volontaires Proposition d'élargissement du périmètre de la formation ESG Audit des fournisseurs par rapport aux critères sociaux et scope 3
09/01/2023	ODDO BHF Forum	Getlink	Vincent Ducros (Directeur RSE et Développement Durable)	Conformité et due diligence Gestion ESG des fournisseurs Formation ESG des employés Diversité et inclusion etc.	Une grande attention apportée à la conformité et à la préparation pour la réglementation CSDDD sur la due diligence Augmentation de la consommation des énergies renouvelables
10/01/2023	ODDO BHF Forum	Eurofins	Investor relation	Approche Net Zero et de la neutralité carbone Adaptation de l'approche ESG parmi des entités décentralisées Conformité générale et par rapport au Global compact	Plusieurs lacunes remarquées par rapport à l'approche Carbone : absence d'audit, absence d'un plan de mise en place établie, périmètre de l'application réduit
10/01/2023	ODDO BHF Forum	Haffner	Marc HAFFNER (Co-fondateur & Directeur Général) Adeline MICKELER (DG Adjointe, Opérations, Finances, RH et RSE)	Approche et gouvernance RSE Pilier social Eligibilité à plusieurs plans de relance européens	Le produit en phase de prototype Gouvernance RSE bien établie avec un comité RSE, représentation des employés au board, la rémunération variable indexée aux KPIs extra-financiers
15/05/2023	Sustainability Forum ODDO	ASML Holding	Mark DIDDEN (Senior Manager ESG Sustainability Strategy) Sam VAN DER ZALM (Manager Investor relations)	Approche RSE déjà bien en forme, des initiatives intéressantes dans un secteur pas facile à décarboner	Net zero scope 1 et 2 by 2025 Différentes targets de scope 3, 2025, 2030 et 2040. Mise en place d'une double matérialité Evolution dans le bon sens
15/05/2023	Sustainability Forum ODDO	ECOENER	Luciano EIROA DÍAZ (Head of Investor Relations)	Développement de l'approche RSE en cours, des lacunes sur le pilier social/inclusion et diversité	Des dynamiques intéressantes, avec une politique biodiversité proactive. Réponses évasives sur le pilier social, avec l'inclusion et le contrôle du pay gap. Intégration de la RSE du début à la fin des projets.
15/05/2023	Sustainability Forum ODDO	ERG	Matteo BAGNARA (Head of Investor Relations) Gianluca GRAMEGNA (Head of ESG)	Approche RSE déjà bien en forme, des initiatives intéressantes, un plan de développement durable intéressant avec des targets précises. Revient de loin	Politique d'efficacité énergétique, autoconsommation renouvelable. Questionnaire régulier sur le bien être des équipes. Politique d'inclusion des personnes en situation d'handicap

16/05/2023	Sustainability Forum ODDO	Veolia	Ronald WASYLEC (Deputy CFO)	Approche générale RSE, contribution des projets des sociétés filles à la transition écologique et énergétique, évaluation des infrastructures durables	Exclu, car 33% gaz / 33% charbon dans le mix prod énergétique => trajectoire sortie charbon 2025. Entreprise engagée qui se dirige dans le bon sens, avec des initiatives intéressantes Bon accompagnement par rapport aux risques sociaux (formation/ politique de sécurité pour les employés et fournisseurs) Des efforts intéressants sur le recyclage des câbles, avec une transparence sur les problématiques vis-à-vis des câbles existants. Rémunération liée à l'ESG
16/05/2023	Sustainability Forum ODDO	Nexans	Elodie ROBBE MOUILLOT (Head of Investor Relations)	Approche RSE avancée, problématique avec les émissions scope 3 très importantes, Activité fondamentalement dangereuse pour les travailleurs	Politique de réduction des émissions établie pour scopes 1 et 2 Pas de trajectoire pour le scope 3 sachant que cela représente une grande majorité des émissions. Critère n°1 dans la sélection des matériaux = empreinte carbone
16/05/2023	Sustainability Forum ODDO	Encavis	Head of Investor relations	Leur approche RSE de manière générale, avec les différents engagements pris. Leur politique de réduction des émissions, avec une granularité par scope. Contribution aux SDG	Travail en collaboration avec Carbon 4, pas de target précise sur les scopes 1/2/3 mais target sur des intensités d'émissions. Démarche de recherche sur des bétons bas carbone. Pré audit sur les habitudes locales Rémunération variable ESG, basée sur l'intensité des émissions (scope 2) + Note Moofy's > 60
16/05/2023	Sustainability Forum ODDO	Neoen	CEO	Approche RSE générale - Calcul des émissions évitées - Plan de décarbonation - Biodiversité - Recyclage - Taux de turnover - Approche du travail - Bonus dépendant de l'ESG	o Economie circulaire : Chimie verte à partir des résidus et des dérivés o Mise en place des processus et des initiatives RSE Mais, points négatifs : o Beaucoup d'incertitudes quant aux perspectives et des directions à prendre par rapport aux activités non alignées avec les nouvelles tendances o Périmètre RSE réduit, en particulier quant aux fournisseurs exposant l'entreprises aux risques ESG et de controverse
13/06/2023	Meeting Pre-IPO	Green Oleo	Beatrice BUZZELLA (Président et CEO) Francesco BUZZELLA (CEO) Raffaella BIANCHESSI (CFO & HR Manager)	Approche générale ESG, impact de l'activité de la chimie verte Approche RSE de manière générale Développement de leur approche de réduction des émissions Rétention des talents dans un marché du travail complexe Harmonisation des politique de DH sur le plan géographique dans leur activité	Dossier en cours de validation en interne, puis dépôt de ce dossier au SBTi Politique DH particulière pour chaque région géographique d'activité avec une orientation vers les besoins Hausse du taux structurellement bas de femmes, en étant proactif en amont vers les formations. Absence d'informations sur les fournisseurs
25/08/2023	Call	Assystem	Head of RSE	Début de relation, présentation de l'entreprise + volonté de développement de leur approche RSE. Approche RSE de manière générale avec un secteur comparable à celui d'Assystem	Entreprise très jeune disposant déjà d'un rapport ESG (bien que léger), des dynamiques d'entreprise qui s'orientent naturellement vers des sujets de la transition énergétique. Design d'infrastructure réseau pour les ENR et l'hydrogène. Un aspect social soutenu avec des formations granulaires pour les managers.
11/09/2023	Call	La Sia	DG		

18/09/2023	Call	Reway	Frederico Della Gatta (CFO)	Publication du rapport à venir Principaux challenges Expositions aux risques de corruption Sécurité des travailleurs Fournisseurs	Le plus gros défi est la consommation d'eau car pour utiliser dans le processus de démolition Plan de réduction d'eau et de retraitement Produits chimiques contrôlés par les fournisseur Exposé aux risques de corruption car traitent beaucoup avec l'admin publique Compliant avec la régulation 2 3 1 Peu d'accidents du travail (1 seul en 2022) MP certifiées (Fer, Aluminium)
18/09/2023	Call	Elsa Solutions	Davide al Pozzo (CEO)	Rapport ESG Provenance Lithium Fournisseur Ambition de réduction	Entreprise très impliquée dans la transition énergétique Prend en compte une grande partie de la supply chain avec un bon contrôle Net zéro 2030 Prise en compte ESG dans les MP
18/10/2023	Call	Salcef	Alessio Crosa (IR & Sustainability Manager)	Rapport ESG Activité de construction et de réparation des voies ferroviaires Plusieurs indicateurs qualitatifs discutés Mesures mises en place en 2022	Entreprise très impliquée dans la transition écologique Approche générale très avancée, grand intérêt est porté à la durabilité et l'amélioration des processus et l'optimisation de l'activité Proposition principale de notre part : meilleure prise en charge du traitement de l'eau issue des projets
19/10/2023	Call	Arcadis	Jurgen Pullens (Global ESG & Public Affairs Director)	Rapport ESG Récentes évolutions en terme du management ESG Activité solutions de conception, d'ingénierie et de conseil durables Plusieurs indicateurs qualitatifs discutés Périmètre limité des mesures mises en place	Entreprise très impliquée dans le conseil durable et ingénierie durable Approche générale avancée Une plus grande place dédiée à la RSE Proposition principale de notre part : approfondissement des processus de due diligence quant aux fournisseurs Meilleure prise en compte de l'empreinte écologique des projets
23/10/2023	Call	Epsilon	Giorgos Tachtalidis (Executive Advisor)	Publication du rapport 2022 à venir Principaux enjeux en terme de la conformité et de la transparence Principales mesures mises en place concernant le pilier social : rémunération équitable des salariés; santé et sécurité au travail; formation Principaux engagements environnementaux : politique d'achats responsables réduction des émissions consommation énergétique etc.	Une évolution considérable de la prise en compte stratégique des facteurs de durabilité et de la transparence en la matière Entreprise bien avancée en termes de la stratégie ESG et de la transparence Plusieurs mesures prévues pour améliorer la qualité de reporting, les périmètres des protections environnementales et en matière de la santé et sécurité etc.
23/10/2023	Call	Sol Spa	Laura Gallotti (Head of Sustainability)		
24/10/2023	Call	Ilpra	Vittorio Vecchio (CFO)	Principales mesures mises en place Une transparence limitée sur le sujet de la durabilité	Etude sur les émissions GHG éventuellement prévue à partir 2024 Autoconsommation de l'énergie renouvelable issue des panneaux solaires (jusqu'à 100% en été; ~40% en hiver)

25/10/2023	Call	Terna	Stefano Macinanti (ESG Performance analyst)	Questions ponctuelles	Entreprise des énergies renouvelables Démarche ESG très avancée, reporting bien détaillé, discussion de quelques sujets ponctuels afin de saisir des risques sociaux et sociétaux
25/10/2023	Call	Voyageurs du monde	Lionel Habasque (Directeur général)	Questions sur les données et sur le reporting	Malgré le fait qu'il ne report pas, très bonne démarche ESG, compensation du scope 3. Avantages sociaux.
25/10/2023	Call	SAP	James Dymond (Investor relations Manager)	Questions ponctuelles	Très bonne démarche ESG, pour l'instant ils ne prennent en compte que les critères qui les concerne.
30/10/2023	Call	Svenska cellulosa	Hans Djurberg (Head of sustainability) Josefine Bonnevier (IR)	Questions ponctuelles	Bonne démarche ESG, mesure de réduction en eau, CO2. Sentiment de risque au niveau du code de conduite.
30/10/2023	Call	Nemetschek	Patrick Horch (IR)	Questions sans réponses parce que l'entreprise est divisé en plusieurs entités	Groupe RSE, mais démarche très limitée. Quasiment aucune réponse du fait qu'il soit décentralisé
30/10/2023	Call	Pattern	Luca Sburluti (CEO) Laura Grappi (Head of sustainability)	Questions ponctuelles	Très bonne démarche ESG. Beaucoup d'objectifs de réductions. CEO très convaincu par l'ESG. Un des précurseurs de l'ESG dans leur domaine. Plusieurs critères suivis en interne, impossibilité de les communiquer; Scope 3 en train d'être calculé; Risque de controverse lié à la continuité des rapports commerciaux avec l'Arabie saoudite par des canaux indirects malgré l'interdiction du gouvernement Allemand
31/10/2023	Call	Hensoldt	Veronika Enders (IR) Severin Epe (Sustainability Analyst)	Approfondissement des sujets issus du rapport ESG; Recyclage, exposition aux risques physiques et transitionnel ; Index de l'équité	
31/10/2023	Call	Mersen	Véronique Boca	Approfondissement des sujets issus du rapport ESG;	Bonne démarche ESG, scope 3 en train d'être calculé mais un peu difficile car les activités sont sur plusieurs site. Taux d'employés temporaires dépend de l'activité et du pays dans lequel se trouve le site. Charte fournisseur et auto-évaluation

13/11/2023	Call	Wolters Kluwer		Questions pour approfondir leur rapport ESG	Très concentré sur le côtés technologies et sécurité informatique. Plusieurs sites donc difficile de consolider toutes les données. Risques controverses
13/11/2023	Call	Encavis	Jörg Peters Tanja Van den Wouwer	Approfondissement des sujets issus du rapport ESG	Démarche ESG bien entamée mais il manque quelques données quantitatives pour appuyer l'analyse
02/11/2023	Call	Cofle	Alessandra Barbieri (IR, Responsable RSE)	Approfondissement des sujets issus du rapport ESG	Démarche ESG très avancée pour la taille de l'entreprise Engagements forts en termes d'environnement, social avec des objectifs tangibles (recyclage, packaging, matières premières, santé et sécurité, écart de rémunération etc.), avec une gouvernance bien impliquée (responsables RSE)
13/11/2023	Call	Edil San Felice	Filippo Luigi Codazzi	Premier RDV Approfondissement des sujets ESG	Entreprise d'ingénierie civile et industrielle, fortement exposée aux risques physiques et transitionnels du changement climatique Approche ESG peu développée, absence d'initiatives/politiques pertinentes
14/11/2023	Call	Artcehe	Paloma Indiano (IR) Patricia Perez (Head of sustainability)	Questions pour approfondir des sujets spécifiques Approche ambitieuse et sérieuse	Entreprise active dans la transition énergétique, très engagée. Activité énergivore mais l'entreprise met en place des plans d'action afin d'accroître le % des énergies renouvelables + R&D pour remplacer l'usage de pétrole et du gaz Engagements sociaux et sociétaux avancés, en termes de la santé et sécurité, DH, fournisseurs etc.
15/11/2023	Forum 1 to 1	Erredue	Enrico D'angelo (CEO) Francesca Barontini (Managing Director)	Premier RDV sur les sujets ESG	Présentation principalement financière Démarche ESG un peu en retard car sont encore très petit
15/11/2023	Forum 1 to few	Altea Green Power	Giovanni Di Pascale (CEO) Salvatore Guarino (General Manager)	Premier RDV sur les sujets ESG	Entreprise des énergies renouvelables Démarche ESG un peu en retard car sont encore très petit
23/11/2023	Call	Unidata	Roberto Giacometti (IR)	Questions sur les données et sur le reporting	Question sur la performance ESG de l'entreprise et des projets durables Démarche significativement améliorée depuis l'année dernière. Entreprise reste exposée à certains risques en interne alors qu'elle propose des solutions commerciales sur les sujets (valorisation énergétique d'énergie, assainissement d'eau et gestion de stress hydrique) Pilier gouvernance et sociétal à renforcer mais des efforts sur le côté environnemental
29/11/2023	Forum EthiFinance	Séché Environnement	Julien Gasc (Stratégie Climat)	Approfondissement des sujets issus du rapport ESG	
29/11/2023	Forum EthiFinance	Thermador	Guillaume ROBIN (CEO) Lionel MONROE (Directeur général adjoint)	Approfondissement des sujets issus du rapport ESG	Démarche ESG excellente. Discussions autour de leur démarche volontaire (en plus de la réglementaire)

Rapport de la politique de vote

La pratique de vote est surveillée et enregistrée. Ainsi, la société publie, dans un rapport établi suivant les quatre mois de la clôture de son exercice, les conditions dans lesquelles les droits de vote ont été exercés.

Pour plus de détails, voir le Rapport de la politique de vote, disponible sur demande.

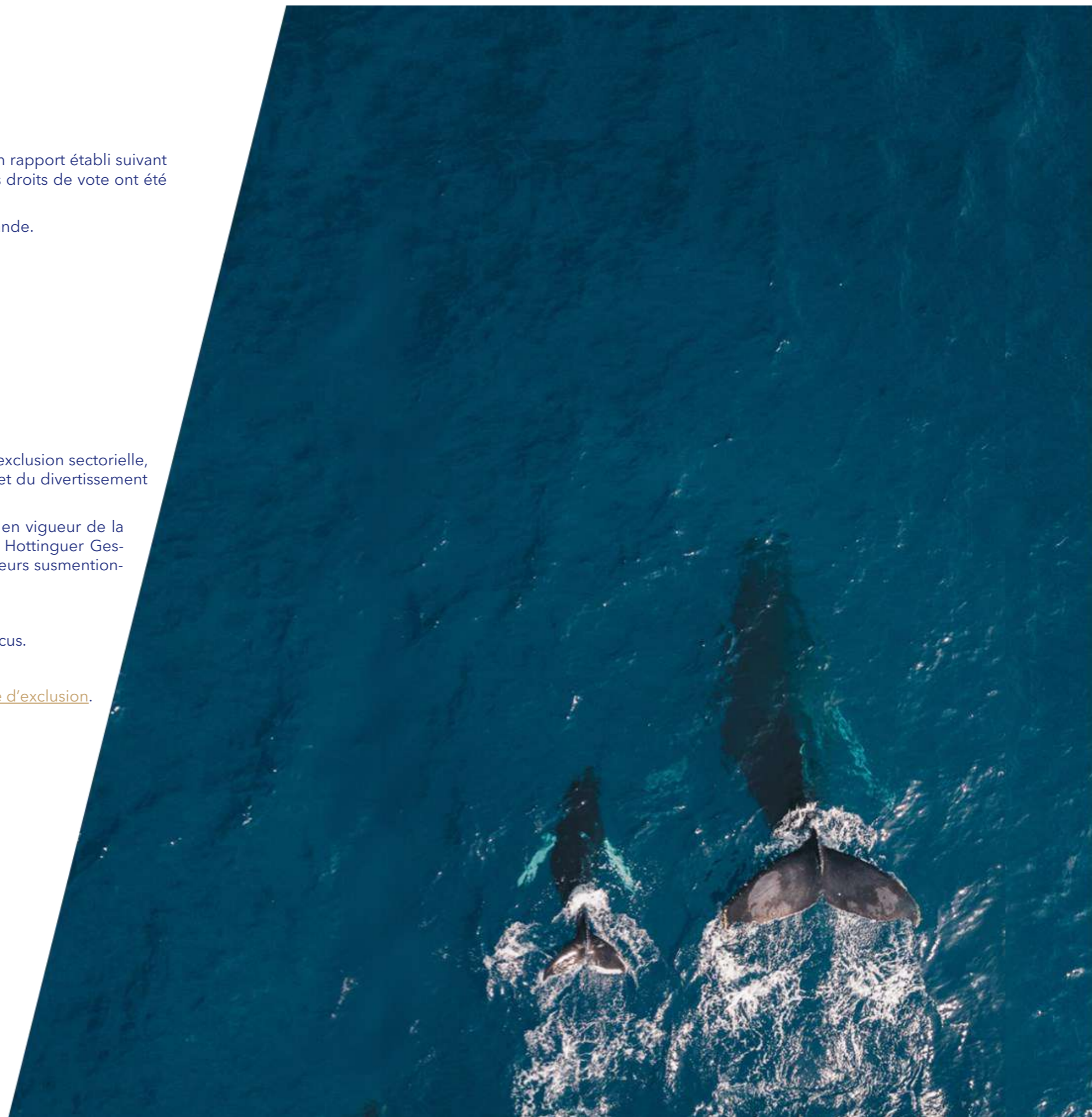
Notre approche de désengagement sectoriel

Durant l'année 2021, Philippe Hottinguer Gestion a mis en place sa politique d'exclusion sectorielle, prévoyant le désengagement des secteurs du tabac, des combustibles fossiles et du divertissement pour adultes.

L'exposition à ces secteurs a été relativement limitée jusqu'alors. Avec l'entrée en vigueur de la politique d'investissement responsable et de la politique d'exclusion, Philippe Hottinguer Gestion, dans le cadre de la gestion collective, se désengage entièrement des secteurs susmentionnés.

Depuis, nous appliquons la Politique d'exclusion à l'ensemble de la gamme Abacus.

Pour plus de détails, voir la [Politique d'investissement responsable](#) et la [Politique d'exclusion](#).





Taxonomie
et combustibles fossiles

5°

Taxonomie européenne

Le Règlement Taxonomie vise à identifier les activités économiques qualifiées de durables sur le plan environnemental.

Une activité économique est considérée comme durable sur le plan environnemental lorsque cette activité économique contribue de manière substantielle à un ou plusieurs des six objectifs environnementaux, ne nuit pas de manière significative à l'un des objectifs (principe consistant à « ne pas causer de préjudice important ») et est réalisée dans le respect des garanties minimales prévues à l'article 18 du Règlement Taxonomie.

Nous distinguons les notions suivantes :

- *L'éligibilité* : il s'agit du pourcentage total du chiffre d'affaires (CA) généré par l'entreprise qui dérive d'une activité qui fait partie du champ d'application de la Taxonomie européenne. Cette valeur n'indique pas si l'activité répond aux critères de contribution substantielle. Le pourcentage éligible est calculé comme la somme du total du CA (en pourcentage), pour chaque activité de l'entreprise appartenant au secteur ou sous-secteur défini par la Taxonomie.
- *L'alignement* : il s'agit du pourcentage total de CA généré par l'entreprise qui contribue de manière substantielle à un des deux objectifs définis à ce stade, soit l'adaptation ou l'atténuation au changement climatique, qui démontre par la suite une absence de préjudice significatif sur les autres objectifs, et le respect des garanties minimales - 10 principes du Pacte mondial, et les Principes directeurs de l'OCDE.

Le respect des pratiques de bonne gouvernance et l'absence de préjudice important aux objectifs d'investissement durable sont assurés tout au long de la durée de vie de l'investissement, de sa sélection à sa gestion. Le respect des pratiques de bonne gouvernance est vérifié et surveillé dans le cadre de l'analyse ESG préalable à l'investissement, ainsi que dans le monitoring ESG fait dans le cadre de la gestion responsable des actifs.

Nos fonds sous gestion collective assurent une absence de préjudice flagrant à travers l'exclusion sectorielle des entreprises impliquées dans les activités liées aux armes controversées, les énergies fossiles et les entreprises ayant adopté un comportement controversé, notamment se trouvant en violation des principes du Pacte Mondial des Nations Unies, et des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.

Ainsi, nous évaluons l'absence de préjudice de chaque entreprise en portefeuille. Nos fonds analysent si l'entreprise commet un préjudice significatif à un ou plusieurs objectifs de développement durable. Cela se fait à travers un certain nombre de tests, évaluant l'absence d'incidences négatives aux objectifs environnementaux et sociaux. Ce n'est que si l'entreprise réussit tous les tests qu'il est établi qu'il n'y a pas eu de préjudice significatif.

La société s'engage à investir de manière responsable et durable. Toutefois, la société de gestion reconnaît que la quasi-totalité des données en matière de Taxonomie sont actuellement estimées ou modélisées. Ainsi, la société reconnaît que les données reportées en 2023 restent majoritairement celles concernant l'éligibilité et non pas l'alignement avec le Règlement Taxonomie. Dans ce sens, à ce stade nous ne pouvons reporter que les caractéristiques d'éligibilité de nos actifs. Nous nous efforçons à collecter toutes données disponibles en matière de alignement afin de les reporter dès que possible.

La société préfère se reposer sur les données renseignées directement par les entreprises, toutefois, cette proportion reste minoritaire en raison de notre forte exposition aux petites et moyennes entreprises. Le cas échéant, conformément aux recommandations européennes, nous utilisons les estimations uniquement pour l'éligibilité. Ces dernières calculent le pourcentage éligible comme la somme du total des revenus, pour chaque titre regroupé sous le code NACE éligible.

La part éligible

	% moyen du chiffre d'affaires des entreprises du portefeuille	M € d'encours investis éligibles à la taxonomie verte européenne	% de l'estimation des données
Abacus Discovery	33%	9,59	75%
Abacus Tech for Good	36%	1,47	43%
Abacus Green Deal	63%	14,65	54%
Abacus Credit Impact	59%	3,86	37%

Notre politique d'exclusion des combustibles fossiles

Depuis, 2021, Philippe Hottinguer Gestion a mis en place la politique d'exclusion afin de prévenir l'impact négatif du portefeuille sur les facteurs de durabilité. Notre approche implique l'exclusion de plusieurs secteurs de l'univers d'investissement de nos portefeuilles, pour des raisons environnementales, sociales ou éthiques. Ainsi, les secteurs visés sont estimés être en contradiction avec nos engagements responsables extra-financiers.

Nous nous référons ici en partie au Règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission du 17 juillet 2020 complétant le règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil par des normes minimales pour les indices de référence « transition climatique » de l'Union, et les indices de référence « accord de Paris » de l'Union. Tenant compte de l'article 12 du règlement, nous excluons les entreprises exerçant des activités liées aux énergies fossiles. Toutefois, notre politique d'exclusion impose des seuils plus ambitieux.

Ainsi, nous excluons les entreprises d'énergie dont l'activité se rapporte à la prospection, l'extraction, la distribution, le raffinage ou le transport de combustibles fossiles (0% de chiffre d'affaires pour toutes les sources, notamment le pétrole et le charbon, à l'exception du gaz naturel < 30%). Cela ne concerne que l'activité directe de l'entreprise.



>0% de chiffre d'affaires liés au charbon



>0% de chiffre d'affaires liés au pétrole

Une exception est faite pour le gaz naturel, exclu de manière partielle. Les entreprises dont plus de 30% du chiffre d'affaires proviennent de l'extraction, la transformation et le transport du gaz naturel sont exclues de l'univers d'investissement de tous nos fonds sous gestion collective. Cette exception est mise en place afin d'éviter que l'exclusion totale à ce sujet ne réduise pas trop l'univers investissable, surtout pour les entreprises particulièrement actives dans les énergies renouvelables. Cette limite de chiffre d'affaires est susceptible de diminuer régulièrement à l'avenir.

En 2023, il n'y a eu aucun investissement dans les entreprises impliquées dans le secteur des énergies fossiles. Dans ce sens, le montant et le pourcentage des encours investis dans ces entreprises sont nuls



>30% de chiffre d'affaires liés au gaz naturel



Accord de
Paris

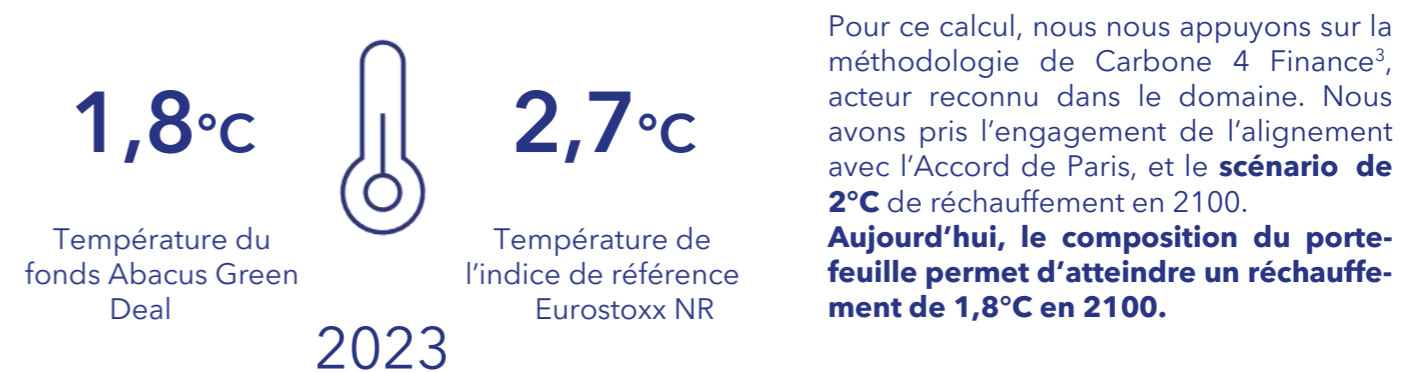
6°

Alignement avec l'Accord de Paris

Les fonds Abacus Discovery et Abacus Tech for Good intègrent des critères environnementaux avant l'investissement ainsi que dans la gestion du portefeuille. Une attention particulière est apportée aux émissions de gaz à effet de serre (GES). Nous suivons les critères tels que les émissions brutes du scope 1,2,3, l'intensité et l'empreinte couvrant tous ces périmètres. Nous veillons en particulier aux initiatives, politiques et objectifs mis en place sur la réduction des émissions, économie de la fonctionnalité et éventuelles ambitions de neutralité carbone, décarbonisation de l'activité et/ou de la chaîne de valeur, net zero ou autres.

Les deux fonds se réfèrent à l'accord de Paris sur le climat, mais n'ont pas pourtant déterminé d'objectifs par rapport aux émissions CO₂ ou de limitation de degré du réchauffement climatique. La température moyenne des portefeuilles est suivie selon la méthodologie SBTi. Toutefois, il faut remarquer qu'en 2023 également peu de données ont été disponibles, en particulier concernant les entreprises de petites tailles, qui restent le cœur de notre activité.

D'un autre côté, le fonds Abacus Green Deal vise directement à agir sur la thématique de la transition écologique et à la lutte contre le changement climatique. En ce sens, le fonds s'efforce d'être activement impliqué dans l'atténuation et l'adaptation au réchauffement climatique. Le fonds a pris l'engagement d'être aligné avec l'Accord de Paris. Le fonds vise donc la diminution progressive de l'augmentation de la température du fonds pour correspondre à un maximum de 2°C en 2100.



De plus, afin de diminuer l'empreinte carbone du portefeuille, le fonds adopte une approche carbone proactive et fondée sur vision globale des émissions de carbone induites par les entreprises du portefeuille.

L'approche carbone comprend la diminution de l'intensité carbone en sélectionnant des entreprises avec un bilan carbone bas, en privilégiant la prévention des émissions à travers les émissions évitées. Afin de concrétiser cette approche, le fonds a déterminé un objectif d'investir de façon à ce que l'intensité moyenne du portefeuille pour des scopes 1, 2 et 3 soient à tout moment inférieure à celle de l'indice de référence.

³ Cette publication a été établie à partir de données produites par la société Carbon4Finance (C4F). Ces données ne doivent en aucune manière être reproduites, utilisées, modifiées ou publiées de quelque manière que ce soit sans l'accord écrit de la société C4F. Les données sont fournies « en l'état » sans qu'aucune garantie, expresse ou tacite, ne soit donnée. En particulier, aucun élément contenu dans cette publication ne doit être interprété comme une déclaration ou une garantie, expresse ou implicite, concernant la pertinence d'investir ou d'inclure des sociétés dans des univers et/ou des portefeuilles. La responsabilité de C4F ne saurait être recherchée pour toute erreur ou omission ou pour tout dommage découlant de l'utilisation de la présente publication et/ou des données qu'elle contient, de quelque manière que ce soit.

Impact sur la biodiversité

Conscients de l'importance cruciale de la préservation de nos écosystèmes, nous nous efforçons de diminuer, voire de prévenir, l'incidence négative de nos actifs sur la biodiversité terrestre et/ou marine.

Nous prenons en compte l'impact sur la biodiversité à plusieurs étapes de la construction du portefeuille :

dans notre recherche fondamentale sur les secteurs et les entreprises,

dans nos outils d'analyse ESG et DNSH,

et principalement dans le cadre de l'engagement et du dialogue avec les entreprises.

Nous veillons à l'exposition des activités des entreprises aux risques de déforestation, d'érosion des sols, aux zones protégées ou fragiles, etc., ainsi qu'à la mise en place de politiques et de procédures de protection appropriées.

Au vu des enjeux grandissants de la préservation de la biodiversité, nous travaillons de façon continue sur l'amélioration de nos outils internes afin de pouvoir quantifier de manière précise l'impact de nos activités, prendre des décisions éclairées, minimiser notre empreinte sur la biodiversité et définir des objectifs clairs à cet égard.

Biodiversité

7°



Gestion des risques

8

Le processus d'identification, d'évaluation, de priorisation et de gestion des risques ESG

La stratégie extra-financière incorpore des facteurs ESG pour diminuer les risques, notamment le risque financier et de responsabilité. En ce sens, la stratégie extra-financière incorpore des facteurs environnementaux, sociaux, sociétaux et de gouvernance dans les processus d'investissement et de gestion. La stratégie extra-financière est contraignante a minima, au même titre que l'analyse financière des entreprises.

Le premier postulat de la stratégie extra-financière est l'analyse ESG. L'analyse ESG est menée avant la construction finale du portefeuille sur une sélection de valeurs candidates et celles déjà investies. Ainsi, l'analyse ESG approfondie est spécifique à chaque entreprise individuellement. Elle prend en compte des critères quantitatifs et qualitatifs et adopte une approche plus contextualisée et ciblée. La notation est faite selon le secteur et le type d'activité.

L'analyse ESG prend en compte plus de 130 critères ESG retenus sur la base de l'analyse de la double matérialité. Il s'agit de l'approche adoptée par l'Union européenne dans son plan d'action pour la finance durable, notamment dans le cadre du règlement Disclosure.

Cette approche recense les critères reflétant les risques de durabilité sur la valeur et les risques d'incidences négatives des entreprises sur les facteurs de durabilité.

- Le risque en matière de durabilité est défini par le règlement Disclosure comme un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante sur la valeur d'un investissement.
- Les incidences négatives sur les facteurs de durabilité correspondent aux impacts négatifs des décisions d'investissement sur les enjeux ESG.

Matérialité variable

Nous reconnaissons qu'en fonction du secteur d'activité, la pertinence des critères peut différer. Certains critères sont plus pertinents et significatifs que d'autres pour chacun des secteurs d'activité. Les critères sont estimés comme matériels, en fonction de leur probabilité, leur gravité et l'horizon de leur survenance sur le secteur d'activité donné. Le lien de causalité est apprécié en tenant compte de la double matérialité du règlement Disclosure (SFDR).

Plus précisément, il s'agit de rechercher pour chaque critère la probabilité de survenance du risque de durabilité sur le secteur. En ce sens, plus un secteur est exposé à ces risques, plus le critère en question sera caractérisé comme important. D'autre part, nous cherchons à mesurer la probabilité de survenance d'une incidence négative du secteur sur le facteur de risque (les émissions des GES, traitement des déchets, emploi décent, anti-corruption etc.). En ce sens, plus le secteur est susceptible de produire des effets négatifs sur ces facteurs, plus le critère sera qualifié d'important.

L'intégration des critères de risque dans l'analyse initiale ESG de l'univers d'investissement

La société vise à promouvoir les meilleures pratiques au niveau du produit financier et de l'entreprise bénéficiaire de l'investissement. Notre mission, afin d'investir de manière responsable et pérenne, est dès lors de maîtriser le mieux les risques intrinsèques aux actifs. Dans ce sens nous veillons à l'exposition aux divers risques dès la détermination de l'univers investissable de chaque portefeuille avec l'analyse ESG initiale.

L'intégration des critères de risque dans l'analyse approfondie ESG du portefeuille

En effet, l'approche adoptée permet de saisir une image assez complète du comportement de l'entreprise en matière d'ESG, permettant d'apprécier véritablement les qualités, les efforts et les lacunes de leurs démarches. Ainsi, ces dernières sont contextualisées et comparées avec celles de leurs pairs du même secteur et avec l'indice de référence.

Nos analyses ESG initiales et approfondies sont illustrées en quelques chiffres :



Les critères pertinents sont sélectionnés et figurent parmi plusieurs catégories réunies en quatre grandes thématiques principales : responsabilité environnementale, responsabilité sociale, responsabilité sociétale et gouvernance d'entreprise. Les quatre thèmes correspondent à quatre piliers, soit respectivement : environnement, social, sociétal et gouvernance.

Les quatre piliers sont notés indépendamment et agrégés par la suite dans une note finale de l'entreprise sur 100.

Responsabilité environnementale

- Politique environnementale générale
- Empreinte des émissions
- Consommation et mix énergétique
- Maîtrise de la pollution et gestion des déchets
- Gestion et consommation durable de l'eau
- Risques climatiques
- Biodiversité

Responsabilité sociale

- Standards de travail et respect des droits de l'Homme
- Sécurité et santé
- Qualité de vie au travail
- Diversité, égalité des genres et équité
- Formation
- Création de l'emploi
- Actionnariat salarié

Responsabilité sociétale

- Politique anti-corruption
- Conformité fiscale et éthique des affaires
- Risques ESG dans la chaîne d'approvisionnement
- Gestion des matières premières
- Prise en compte des intérêts des autres parties prenantes
- Engagement avec les communautés locales

Gouvernance d'entreprise

- Démarche ESG et transparence
- Certification et labels
- Gouvernance interne ESG/RSE
- Composition des organes exécutifs
- Comité de rémunération
- Comité d'audit
- Redistribution des bénéfices

Principaux risques de durabilité

Notre modèle d'analyse ESG comprend une analyse focalisée sur les critères reflétant l'impact des risques ESG et ceux dus au changement climatique sur les entreprises. Nous prenons en compte les risques de durabilité dans le cadre de notre analyse ESG initiale et approfondie. Une liste de critères traduisant les risques de durabilité est intégrée dans nos outils d'analyse ESG et ces critères sont examinés et notés pour chaque nouvelle entreprise ou celles dans le portefeuille.

L'analyse ESG en ce sens permet de saisir le taux d'exposition des actifs aux risques induits par les impacts physiques et transitionnels des aléas climatiques. Les risques de durabilité mentionnés ci-dessous peuvent potentiellement et directement affecter négativement les entreprises investies et par la suite influencer la performance d'investissement des portefeuilles. En ce sens, nous prenons en compte :

- Les risques physiques causés par les phénomènes météorologiques et climatiques comme les vagues de chaleur, les précipitations extrêmes, l'élévation du niveau de la mer, etc.
- Les risques de transition résultant des effets de la mise en place d'un modèle économique bas carbone, qui incluent les risques politiques, technologiques, de marché et de réputation liés à la transition vers une économie bas carbone etc.

Ainsi, Philippe Hottinguer Gestion met en place une approche de gestion des controverses commune à tous les fonds. La société veille aux risques de controverses afin d'identifier et de minimiser le potentiel risque réputationnel, financier et de responsabilité affectant la valeur de l'actif. Les facteurs de durabilité sont intégrés dans la liste des controverses surveillées.

Nous veillons à l'exposition générale de nos portefeuilles au risque de responsabilité. L'exposition au risque de responsabilité est appréciée à travers l'analyse ESG approfondie ainsi qu'à travers notre analyse de risque et de préjudice. Ces analyses permettent de saisir l'exposition de la société de gestion au risque de responsabilité, étant défini en tant que risque juridique lié à la poursuite et/ou à la condamnation des entreprises pour violation de leurs contraintes et obligations ESG.

Exemples de critères pour veiller aux risques ESG et de durabilité sur la valeur de l'actif

Risques transitionnels	Contexte juridique et conformité Exposition aux risques réglementaires
Risques climatiques	Exposition aux risques climatiques physiques Prise en compte de la vulnérabilité au changement climatique Politique en matière de changement climatique Risque lié à l'énergie Risque lié au carbone
Standards de travail et capital humain	Droits de l'Homme Procédure de diligence raisonnable en droits de l'Homme
Capital social	Intérêts des parties prenantes Qualité et sécurité des produits ou des services Pratiques de vente
Modèle d'affaires et innovation	Conception de produits et gestion du cycle de vie Résistance aux matières premières Accessibilité des produits Résilience du modèle commercial Gestion de la chaîne logistique
Leadership et gouvernance	L'éthique des affaires

Fréquence de revue

Les données sont revues annuellement quant aux KPIs quantitatifs, ainsi les entreprises sont suivies de manière régulière en ce qui concerne leurs activités, les critères qualitatifs et les éventuelles controverses.

Plan de réduction de l'exposition de la société de gestion

Philippe Hottinguer Gestion s'efforce d'investir dans des entreprises exposées de manière limitée à ces risques ou celles qui les prennent en compte et ont mis en place des processus et des stratégies pour y répondre.

A ce stade, nous calculons et veillons à l'exposition générale de nos portefeuilles au risque de responsabilité. Nous nous efforçons de prendre en compte les risques de durabilité de manière la plus complète à ce stade, à ce que ces risques soient correctement identifiés, mesurés, suivis et atténués conformément aux exigences réglementaires.

Toutefois, nous reconnaissons, qu'à ce stade, il y a peu d'information pertinente au niveau des entreprises, dont la granularité et la qualité ont pu être confirmées par Philippe Hottinguer Gestion. Dans ce sens, il est difficile de considérer les risques de durabilité au travers des scénarios 1,5° ou 2°, ou d'estimer l'éventualité et l'horizon de leur survenance pour chacune des entreprises dans le portefeuille.

Nous envisageons apporter une attention particulière à la poursuivre et au développement notre travail à ce sujet, et d'engager un dialogue avec les entreprises investies afin d'améliorer la transparence des risques de durabilité.

Evolution des choix méthodologiques

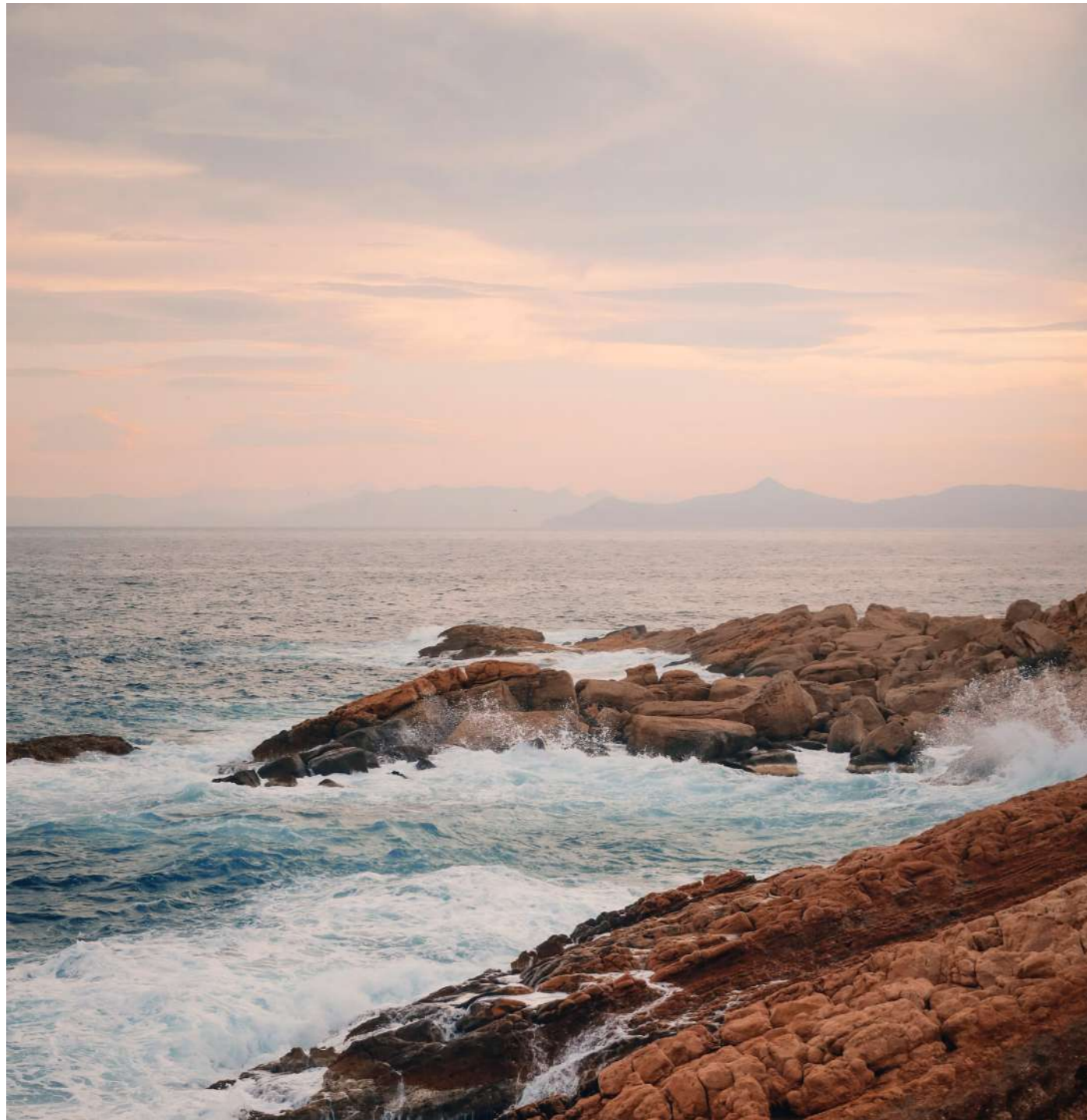
Philippe Hottinguer Gestion a mis en place pour la première fois en 2021, la politique d'investissement responsable applicable à ses fonds sous gestion collective, Abacus Discovery et Abacus Tech for Good.

Depuis, nous avons lancé deux fonds article 9 SFDR, Abacus Green Deal, fonds action thématique et impact et Abacus Credit Impact, fonds obligataire durable. Nous avons dès lors affirmé nos ambitions et concrétisé notre gestion des risques durables.

Précédemment, nous avons développé un outil spécifique d'évaluation de risque de controverse et de préjudice consulté avant l'investissement ainsi que lors de la gestion. Nous avons intégré cette étape dans l'analyse ESG initiale au stade de la détermination de l'univers investissable pour chaque portefeuille sous gestion collective.

Nous avons également développé une démarche durable obligataire basée sur les standards de l'IC-MA, intégrée dans l'analyse approfondie au stade de la construction et veille du fonds Abacus Credit Impact.

De plus, nous avons approfondie notre méthodologie d'analyse de la durabilité, utilisée pour suivre des objectifs d'investissement durable les fonds article 8 et 9 SFDR action et obligation.



Rapport relatif aux principales incidences négatives – PAI

Résumé

Philippe Hottinguer Gestion considère les principales incidences négatives de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité. Le présent document comprend la déclaration consolidée des principaux impacts négatifs sur le développement durable de Philippe Hottinguer Gestion pour les fonds Abacus Discovery, Abacus Tech for Good, Abacus Green Deal et Abacus Credit Impact.

Cette déclaration des principaux impacts négatifs couvre la période de référence du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 pour tous les fonds susmentionnés.

Les principales incidences négatives sur le développement durable et les objectifs de développement durable n'ont pas été pris en compte dans la politique de rémunération pour 2023.

Ce rapport comprend les sections suivantes :

Les principales incidences négatives

La méthodologie de prise en compte des principales incidences négatives

Les références aux standards internationaux

Comparaison historique

Enfin, nous avons explicité notre politique d'engagement dans la première partie de ce rapport fusionné.



Principales incidences négatives

Le premier postulat de notre stratégie extra-financière est l'analyse ESG. Cette dernière incorpore des facteurs ESG pour diminuer les risques tels que le risque financier, de défaillance, de responsabilité et réputationnel. L'analyse ESG prend en compte plus de 130 critères ESG retenus sur la base de la double matérialité.

Les critères retenus dans le cadre de notre analyse ESG permettent d'envisager les éventuelles incidences négatives des activités des entreprises sur les facteurs ESG.

En effet, nous estimons que les décisions d'investissement peuvent impacter les facteurs de durabilité, et ce que leur incidence soit positive ou négative. Les incidences négatives peuvent être liées, directement ou indirectement à des facteurs de durabilité.

Les principales incidences négatives sur la durabilité sont définies comme les impacts des décisions entraînant des effets négatifs sur les facteurs de durabilité. Ces impacts proviennent de l'activité et du comportement de l'entreprise mais aussi des investisseurs, ainsi que des projets liés aux titres investis.

Peuvent être affectés des facteurs environnementaux, sociaux et sociétaux touchant aux sujets du respect des droits de l'Homme, de la pollution, de la corruption et d'autres facteurs.

Tous nos OPCVM sous gestion collective prennent en compte les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité et sur le développement durable.

En effet, pour les fonds Abacus Discovery, Abacus Tech for Good et Abacus Green Deal nous reportons les résultats obtenus pour l'année 2023 et 2022. Abacus Credit Impact a été lancé en 2023, dès lors nous disposons uniquement des informations pour l'année 2023.

PAI concernant fonds Abacus Discovery

Indicateurs applicables aux investissements dans des sociétés								
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidences 2023	Incidences 2022	Explication	Couverture 2023	Couverture 2024	Mesures prises	
INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT								
Émissions de gaz à effet de serre	1. Émissions de GES	Émissions de GES de niveau 1	2862,87	6050,96	En Tonnes eq CO2	90%	73%	Nous avons mis en place une nouvelle méthodologie de calcul des émissions de CO2 pour nos fonds. Nous avons pris en compte le poids de l'entreprise dans le portefeuille, notre part dans le capital, et le taux de couverture de l'indicateur pour obtenir les données les plus fiables.
		Émissions de GES de niveau 2	1118,99	1509,82	En Tonnes eq CO2	92%	72%	
		Émissions de GES de niveau 3 émissions	4666,62	3273,45	En Tonnes eq CO2	82%	25%	
		Émissions totales de GES de niveau 1 et 2	3981,86	7560,78	En Tonnes eq CO2	90%	72%	
		Émissions totales de GES de niveau 1, 2 et 3 Scope 1,2,3	8648,48	10834,23	En Tonnes eq CO2	82%	25%	
	2. Empreinte carbone	Empreinte carbone Scope 1 et 2	162,52	228,12	scope 1+2 / M€ investis	90%	72%	Suivi régulier
		Empreinte carbone Scope 1,2,3	358,39	327,13	scope 1+2+3 / M€ investis	82%	25%	Suivi régulier
	3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements Scope 1,2	164,24	262,51	scope 1+2/ CA	92%	72%	Suivi régulier
		Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements Scope 1,2,3	337,54	379,76	scope 1+2+3/ CA	84%	25%	Suivi régulier
	4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles			Le secteur des combustibles fossiles est exclu de l'univers d'investissement.			Politique d'exclusion

Energie	5. Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable	Part de la consommation et de la production d'énergie des sociétés bénéficiaires d'investissement qui provient de sources d'énergie non renouvelables, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelables, exprimée en pourcentage du total des sources d'énergie	61%	93%	%	36%	36%	Suivi régulier	
	6. Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	Consommation d'énergie en GWh par million d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires d'investissements, par secteur à fort impact climatique							
		Secteur A	0,00	0,00		0%	0%		
		Secteur C	0,096	0,335		60%	56%		
		Secteur E	0,000	0,000			0%		
		Secteur F	0,006	0,053	GWH/ M€ CA	15%	39%		Suivi régulier
		Secteur G	0,280	0,575		86%	69%		
Secteur H	0,058	0,005		69%	28%				
Secteur L	0,00	0,00		0%	0%				
Biodiversité	7. Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité	Part des investissements effectués dans des sociétés ayant des sites/établissements situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité, si les activités de ces sociétés ont une incidence négative sur ces zones	Aucune donnée disponible						
Eau	8. Rejets dans l'eau	Tonnes de rejets dans l'eau provenant des sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	7,28	0,03		Les émissions d'eau sont inconnues. Les données recueillies font référence à la consommation d'eau en Km3/ M€.	26%	30%	Suivi régulier
Déchets	9. Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs ratio	Tonnes de déchets dangereux et de déchets radioactifs produites par les sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	587,95	1,29	Tonnes / M€		28%	48%	Suivi régulier

INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION

Questions sociales et de personnel	10. Violations des principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Les entreprises qui violent les principes du Pacte mondial et des Principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales sont exclues de l'univers d'investissement.						Politique d'exclusion
	11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas de politique de contrôle du respect des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, ni de mécanismes de traitement des plaintes ou des différends permettant de remédier à de telles violations	77%	85%		Concerne les entreprises qui ne sont pas signataires du Pacte mondial des Nations Unies	58%	22%	Suivi régulier
	12. Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé	Écart de rémunération moyen non corrigé entre les hommes et les femmes au sein des sociétés bénéficiaires des investissements	Aucune donnée crédible n'était disponible						
	13. Mixité au sein des organes de gouvernance	Ratio femmes/hommes moyen dans les organes de gouvernance des sociétés concernées, en pourcentage du nombre total de membres	25%	23%	%		93%	83%	Suivi régulier
	14. Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques)	Part d'investissement dans des sociétés qui participent à la fabrication ou à la vente d'armes controversées	Les entreprises dont les activités sont liées à des armes controversées sont exclues de l'univers d'investissement.						Politique d'exclusion

Indicateurs applicables aux investissements dans des émetteurs souverains ou supranationaux							
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidences 2023	Incidences 2022	Explication	Couverture 2023	Couverture 2024	Mesures prises
Environnement	15. Intensité de GES	Intensité de GES des pays d'investissement		Non applicable	Les fonds n'investissent pas dans des titres souverains et supranationaux.		
Social	16. Pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales	Nombre de pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (en nombre absolu et en proportion du nombre total de pays bénéficiaires d'investissements), au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations unies ou, le cas échéant, du droit national.		Non applicable	Les fonds n'investissent pas dans des titres souverains et supranationaux.		
Indicateurs applicables aux investissements dans des actifs immobiliers							
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidences 2023	Incidences 2022	Explication	Couverture 2023	Couverture 2024	Mesures prises
Combustibles fossiles	17. Exposition à des combustibles fossiles via des actifs immobiliers	Part d'investissement dans des actifs immobiliers utilisés pour l'extraction, le stockage, le transport ou la production de combustibles fossiles		Non applicable	Les fonds n'investissent pas dans des titres souverains et supranationaux.		
Efficacité énergétique	18. Exposition à des actifs immobiliers inefficaces sur le plan énergétique	Part d'investissement dans des actifs immobiliers inefficaces sur le plan énergétique		Non applicable	Les fonds n'investissent pas dans des titres souverains et supranationaux.		

INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT

Émissions	4. Investissements dans des sociétés n'ayant pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone aux fins du respect de l'accord de Paris	25%	31%	%	88%	71%	Suivi régulier
Eau, déchets et autres matières	7. Investissements dans des sociétés sans politique de gestion de l'eau	Part d'investissement dans des sociétés sans politique de gestion de l'eau	57%	64%	%	69%	98%	
			25%					
Questions sociales et de personnel	1. Investissements dans des entreprises sans politique de prévention des accidents du travail	Part d'investissement dans des sociétés sans politique de prévention des accidents du travail	13%	25%	%	87%	81%	Suivi régulier
	2. Taux d'accidents	Taux d'accidents dans les sociétés concernées, en moyenne pondérée	12,31	5,61	Se réfère au taux total d'incidents enregistrable	51%	63%	Suivi régulier
	4. Absence de code de conduite pour les fournisseurs	Part d'investissement dans des sociétés sans code de conduite pour les fournisseurs (lutte contre les conditions de travail dangereuses, le travail précaire, le travail des enfants et le travail forcé)	17%	20%	Les données concernent les entreprises qui ne prennent pas en compte les critères ESG (pas seulement sociaux) dans la gestion de leur chaîne d'approvisionnement.	93%	81%	Suivi régulier
	6. Protection insuffisante des lanceurs d'alerte	Part d'investissement dans des entités qui n'ont pas défini de politique de protection des lanceurs d'alerte	41%	52%	%	71%	50%	Suivi régulier
Droits de l'homme	9. Absence de politique en matière de droits de l'homme	Part d'investissement dans des entités ne disposant pas d'une politique en matière de droits de l'homme	19%	21%	%	89%	80%	Suivi régulier
Lutte contre la corruption et les actes de corruption	15. Absence de politique de lutte contre la corruption et les actes de corruption	Part d'investissement dans des entités ne disposant pas d'une politique de lutte contre la corruption et les actes de corruption conforme à la convention des Nations unies contre la corruption	17%	20%	%	87%	85%	Suivi régulier

PAI concernant fonds Abacus Tech for Good

Indicateurs applicables aux investissements dans des sociétés								
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidences 2023	Incidences 2022	Explication	Couverture 2023	Couverture 2024	Mesures prises	
INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT								
Émissions de gaz à effet de serre	1. Émissions de GES	Émissions de GES de niveau 1	91,31	852,23	Tonnes eq CO2	96%	89%	
		Émissions de GES de niveau 2	171,41	392,40	Tonnes eq CO2	97%	86%	
		Émissions de GES de niveau 3 émissions	2583,86	2398,35	Tonnes eq CO2	91%	51%	Suivi régulier
		Émissions totales de GES de niveau 1 et 2	262,73	1244,62	Tonnes eq CO2	96%	86%	
		Émissions totales de GES de niveau 1, 2 et 3 Scope 1,2,3	2846,59	3642,98	Tonnes eq CO2	91%	51%	
	2. Empreinte carbone	Empreinte carbone Scope 1 et 2	43,11	122,90	scope 1+2 / M€ investis	96%	86%	Suivi régulier
		Empreinte carbone Scope 1,2,3	427,94	350,02	scope 1+2+3 / M€ investis	91%	51%	Suivi régulier
	3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements Scope 1,2	92,85	149,51	scope 1+2/ CA	96%	86%	Suivi régulier
		Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements Scope 1,2,3	615,08	401,68	scope 1+2+3/ CA	91%	51%	Suivi régulier
	4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles			Le secteur des combustibles fossiles est exclu de l'univers d'investissement.			Politique d'exclusion

Energie	5. Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable	Part de la consommation et de la production d'énergie des sociétés bénéficiaires d'investissement qui provient de sources d'énergie non renouvelables, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelables, exprimée en pourcentage du total des sources d'énergie	53%	80%	%	53%	59%	Suivi régulier	
	6. Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	Consommation d'énergie en GWh par million d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires d'investissements, par secteur à fort impact climatique							
		Secteur A	0,000	0,000			0%		
		Secteur C	1,095	1,076		66%	63%		
		Secteur E	0,000	0,002			100%		
		Secteur F	0,002	0,102	GWH/ M€ CA	16%	100%		Suivi régulier
		Secteur G	0,000	0,056		100%	94%		
Secteur H	0,000	0,097			52%				
Secteur L	0,000	0,112			100%				
Biodiversité	7. Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité	Part des investissements effectués dans des sociétés ayant des sites/établissements situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité, si les activités de ces sociétés ont une incidence négative sur ces zones	Aucune donnée disponible						
Eau	8. Rejets dans l'eau	Tonnes de rejets dans l'eau provenant des sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	1,886	0,299	Les émissions d'eau sont inconnues. Les données recueillies font référence à la consommation d'eau en Km3/M€	32%	51%	Suivi régulier	
Déchets	9. Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs ratio	Tonnes de déchets dangereux et de déchets radioactifs produites par les sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	6,140	0,338	Tonnes / M€	26%	51%	Suivi régulier	

INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION

Questions sociales et de personnel	10. Violations des principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Les entreprises qui violent les principes du Pacte mondial et des Principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales sont exclus de l'univers d'investissement.						Politique d'exclusion
	11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas de politique de contrôle du respect des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, ni de mécanismes de traitement des plaintes ou des différends permettant de remédier à de telles violations	63%	52%	Concerne les entreprises qui ne sont pas signataires du Pacte mondial des Nations Unies	84%	63%	Suivi régulier	
	12. Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé	Écart de rémunération moyen non corrigé entre les hommes et les femmes au sein des sociétés bénéficiaires des investissements	Aucune donnée crédible n'était disponible						
	13. Mixité au sein des organes de gouvernance	Ratio femmes/hommes moyen dans les organes de gouvernance des sociétés concernées, en pourcentage du nombre total de membres	31%	33%	%	99%	96%	Suivi régulier	
	14. Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques)	Part d'investissement dans des sociétés qui participent à la fabrication ou à la vente d'armes controversées	Les entreprises dont les activités sont liées à des armes controversées sont exclus de l'univers d'investissement.						Politique d'exclusion

Indicateurs applicables aux investissements dans des émetteurs souverains ou supranationaux								
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidences 2023	Incidences 2022	Explication	Couverture 2023	Couverture 2024	Mesures prises	
Environnement	15. Intensité de GES	Intensité de GES des pays d'investissement	Non applicable	Les fonds n'investissent pas dans des titres souverains et supranationaux.				
Social	16. Pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales	Nombre de pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (en nombre absolu et en proportion du nombre total de pays bénéficiaires d'investissements), au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations unies ou, le cas échéant, du droit national.	Non applicable	Les fonds n'investissent pas dans des titres souverains et supranationaux.				
Indicateurs applicables aux investissements dans des actifs immobiliers								
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidences 2023	Incidences 2022	Explication	Couverture 2023	Couverture 2024	Mesures prises	
Combustibles fossiles	17. Exposition à des combustibles fossiles via des actifs immobiliers	Part d'investissement dans des actifs immobiliers utilisés pour l'extraction, le stockage, le transport ou la production de combustibles fossiles	Non applicable	Les fonds n'investissent pas dans des titres souverains et supranationaux.				
Efficacité énergétique	18. Exposition à des actifs immobiliers inefficaces sur le plan énergétique	Part d'investissement dans des actifs immobiliers inefficaces sur le plan énergétique	Non applicable	Les fonds n'investissent pas dans des titres souverains et supranationaux.				
INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT								
Émissions	4. Investissements dans des sociétés n'ayant pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone aux fins du respect de l'accord de Paris	20%	24%	%	96%	77%	Suivi régulier
Eau, déchets et autres matières	7. Investissements dans des sociétés sans politique de gestion de l'eau	Part d'investissement dans des sociétés sans politique de gestion de l'eau	59%	55%	%	80%	91%	Suivi régulier
INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION								
Questions sociales et de personnel	1. Investissements dans des entreprises sans politique de prévention des accidents du travail	Part d'investissement dans des sociétés sans politique de prévention des accidents du travail	4%	9%	%	96%	91%	Suivi régulier
	2. Taux d'accidents	Taux d'accidents dans les sociétés concernées, en moyenne pondérée	0,83	4,24	Se réfère au taux total d'incidents enregistrable	50%	54%	Suivi régulier
	4. Absence de code de conduite pour les fournisseurs	Part d'investissement dans des sociétés sans code de conduite pour les fournisseurs (lutte contre les conditions de travail dangereuses, le travail précaire, le travail des enfants et le travail forcé)	13%	9%	Les données concernent les entreprises qui ne prennent pas en compte les critères ESG (pas seulement sociaux) dans la gestion de leur chaîne d'approvisionnement	97%	91%	Suivi régulier
	6. Protection insuffisante des lanceurs d'alerte	Part d'investissement dans des entités qui n'ont pas défini de politique de protection des lanceurs d'alerte	22%	21%	%	87%	80%	Suivi régulier
Droits de l'homme	9. Absence de politique en matière de droits de l'homme	Part d'investissement dans des entités ne disposant pas d'une politique en matière de droits de l'homme	12%	10%	%	95%	92%	Suivi régulier
Lutte contre la corruption et les actes de corruption	15. Absence de politique de lutte contre la corruption et les actes de corruption	Part d'investissement dans des entités ne disposant pas d'une politique de lutte contre la corruption et les actes de corruption conforme à la convention des Nations unies contre la corruption	5%	6%	%	98%	94%	Suivi régulier

PAI concernant fonds Abacus Green Deal

Indicateurs applicables aux investissements dans des sociétés								
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidences 2023	Incidences 2022	Explication	Couverture 2023	Couverture 2024	Mesures prises	
INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT								
Émissions de gaz à effet de serre	1. Émissions de GES	Émissions de GES de niveau 1	2603,77	1905,83	En Tonnes eq CO2	95%	88%	Nous avons mis en place une nouvelle méthodologie de calcul des émissions de CO2 pour nos fonds. Nous avons pris en compte le poids de l'entreprise dans le portefeuille, notre part dans le capital, et le taux de couverture de l'indicateur pour obtenir les données les plus fiables.
		Émissions de GES de niveau 2	650,10	426,51	En Tonnes eq CO2	95%	72%	
		Émissions de GES de niveau 3 émissions	4103,19	3255,16	En Tonnes eq CO2	86%	60%	
		Émissions totales de GES de niveau 1 et 2	3253,88	2332,34	En Tonnes eq CO2	95%	72%	
		Émissions totales de GES de niveau 1, 2 et 3 Scope 1,2,3	7357,06	5587,49	En Tonnes eq CO2	86%	60%	
	2. Empreinte carbone	Empreinte carbone Scope 1 et 2	157,05	185,51	scope 1+2 / M€ investis	95%	72%	Suivi régulier
		Empreinte carbone Scope 1,2,3	357,91	444,59	scope 1+2+3 / M€ investis	86%	60%	Suivi régulier
	3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investisse	Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements Scope 1,2	224,68	216,24	scope 1+2/ CA	95%	72%	Suivi régulier
		Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements Scope 1,2,3	646,52	486,53	scope 1+2+3/ CA	86%	60%	Suivi régulier
	4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles			Le secteur des combustibles fossiles est exclu de l'univers d'investissement.			Politique d'exclusion

Energie	5. Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable	Part de la consommation et de la production d'énergie des sociétés bénéficiaires d'investissement qui provient de sources d'énergie non renouvelables, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelables, exprimée en pourcentage du total des sources d'énergie	66%	68%	%	74%	65%	Suivi régulier	
	6. Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	Consommation d'énergie en GWh par million d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires d'investissements, par secteur à fort impact climatique							
		Secteur A	0,00	0,00			0%		
		Secteur C	0,77	1,03		88%	87%		
		Secteur E	0,36	0,41		100%	100%		
		Secteur F	0,11	0,12	GWH/ M€ CA	64%	56%	Suivi régulier	
		Secteur G	0,01	0,00		100%	0%		
Secteur H	0,00	0,48			72%				
Secteur L	0,00	0,00			0%				
Biodiversité	7. Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité	Part des investissements effectués dans des sociétés ayant des sites/établissements situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité, si les activités de ces sociétés ont une incidence négative sur ces zones	Aucune donnée disponible						
Eau	8. Rejets dans l'eau	Tonnes de rejets dans l'eau provenant des sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	28,51	1,62	Les émissions d'eau sont inconnues. Les données recueillies font référence à la consommation d'eau en Km3/M€.	60%	54%	Suivi régulier	
Déchets	9. Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs ratio	Tonnes de déchets dangereux et de déchets radioactifs produites par les sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	461,74	1,12	Tonnes / M€	58%	66%	Suivi régulier	

INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION

Les questions sociales et de personnel	10. Violations des principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Les entreprises qui violent les principes du Pacte mondial et des Principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales sont exclus de l'univers d'investissement.						Politique d'exclusion
	11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas de politique de contrôle du respect des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, ni de mécanismes de traitement des plaintes ou des différends permettant de remédier à de telles violations	27%	34%	Concerne les entreprises qui ne sont pas signataires du Pacte mondial des Nations Unies	88%	78%	Suivi régulier	
	12. Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé	Écart de rémunération moyen non corrigé entre les hommes et les femmes au sein des sociétés bénéficiaires des investissements	Aucune donnée crédible n'était disponible						
	13. Mixité au sein des organes de gouvernance	Ratio femmes/hommes moyen dans les organes de gouvernance des sociétés concernées, en pourcentage du nombre total de membres	36%	36%	%	99%	98%	Suivi régulier	
	14. Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques)	Part d'investissement dans des sociétés qui participent à la fabrication ou à la vente d'armes controversées	Les entreprises dont les activités sont liées à des armes controversées sont exclus de l'univers d'investissement.						Politique d'exclusion

Indicateurs applicables aux investissements dans des émetteurs souverains ou supranationaux							
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidences 2023	Incidences 2022	Explication	Couverture 2023	Couverture 2024	Mesures prises
Environnement	15. Intensité de GES	Intensité de GES des pays d'investissement		Non applicable	Les fonds n'investissent pas dans des titres souverains et supranationaux.		
Social	16. Pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales	Nombre de pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (en nombre absolu et en proportion du nombre total de pays bénéficiaires d'investissements), au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations unies ou, le cas échéant, du droit national.		Non applicable	Les fonds n'investissent pas dans des titres souverains et supranationaux.		

Indicateurs applicables aux investissements dans des actifs immobiliers							
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidences 2023	Incidences 2022	Explication	Couverture 2023	Couverture 2024	Mesures prises
Combustibles fossiles	17. Exposition à des combustibles fossiles via des actifs immobiliers	Part d'investissement dans des actifs immobiliers utilisés pour l'extraction, le stockage, le transport ou la production de combustibles fossiles		Non applicable	Les fonds n'investissent pas dans des titres souverains et supranationaux.		
Efficacité énergétique	18. Exposition à des actifs immobiliers inefficaces sur le plan énergétique	Part d'investissement dans des actifs immobiliers inefficaces sur le plan énergétique		Non applicable	Les fonds n'investissent pas dans des titres souverains et supranationaux.		

INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT

Émissions	4. Investissements dans des sociétés n'ayant pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone aux fins du respect de l'accord de Paris		4%	1%	%	99%	99%	Suivi régulier
Eau, déchets et autres matières	7. Investissements dans des sociétés sans politique de gestion de l'eau	Part d'investissement dans des sociétés sans politique de gestion de l'eau		27%	37%	%	91%	96%	Suivi régulier

INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION

Questions sociales et de personnel	1. Investissements dans des entreprises sans politique de prévention des accidents du travail	Part d'investissement dans des sociétés sans politique de prévention des accidents du travail		3%	5%	%	98%	96%	Suivi régulier
	2. Taux d'accidents	Taux d'accidents dans les sociétés concernées, en moyenne pondérée		8,6	2,2	Se réfère au taux total d'incidents enregistrable	79%	68%	Suivi régulier
	4. Absence de code de conduite pour les fournisseurs	Part d'investissement dans des sociétés sans code de conduite pour les fournisseurs (lutte contre les conditions de travail dangereuses, le travail précaire, le travail des enfants et le travail forcé)		10%	13%	Les données concernent les entreprises qui ne prennent pas en compte les critères ESG (pas seulement sociaux) dans la gestion de leur chaîne d'approvisionnement.	95%	91%	Suivi régulier
	6. Protection insuffisante des lanceurs d'alerte	Part d'investissement dans des entités qui n'ont pas défini de politique de protection des lanceurs d'alerte		16%	18%	%	89%	85%	Suivi régulier
Droits de l'homme	9. Absence de politique en matière de droits de l'homme	Part d'investissement dans des entités ne disposant pas d'une politique en matière de droits de l'homme		5%	6%	%	97%	95%	Suivi régulier
Lutte contre la corruption et les actes de corruption	15. Absence de politique de lutte contre la corruption et les actes de corruption	Part d'investissement dans des entités ne disposant pas d'une politique de lutte contre la corruption et les actes de corruption conforme à la convention des Nations unies contre la corruption		7%	7%	%	96%	93%	Suivi régulier

PAI concernant fonds Abacus Credit Impact

Indicateurs applicables aux investissements dans des sociétés						
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidences 2023	Explication	Couverture 2023	Mesures prises	
INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT						
Émissions de gaz à effet de serre	1. Émissions de GES	Émissions de GES de niveau 1	6487,96	En Tonnes eq CO2	76%	Nous avons mis en place une nouvelle méthodologie de calcul des émissions de CO2 pour nos fonds. Nous avons pris en compte le poids de l'entreprise dans le portefeuille, notre part dans le capital, et le taux de couverture de l'indicateur pour obtenir les données les plus fiables.
		Émissions de GES de niveau 2	14861,63	En Tonnes eq CO2	76%	
		Émissions de GES de niveau 3 émissions	133236,66	En Tonnes eq CO2	76%	
		Émissions totales de GES de niveau 1 et 2	21349,59	En Tonnes eq CO2	76%	
		Émissions totales de GES de niveau 1, 2 et 3 Scope 1,2,3	154586,25	En Tonnes eq CO2	76%	
	2. Empreinte carbone	Empreinte carbone Scope 1 et 2	3756,65	scope 1+2 / M€ investis	88%	Suivi régulier
		Empreinte carbone Scope 1,2,3	26863,91	scope 1+2+3 / M€ investis	88%	Suivi régulier
	3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investisse	Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements Scope 1,2	90,04	scope 1+2/ CA	100%	Suivi régulier
		Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements Scope 1,2,3	495,70	scope 1+2+3/ CA	100%	Suivi régulier
	4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles		Le secteur des combustibles fossiles est exclu de l'univers d'investissement.		Politique d'exclusion

Energie	5. Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable	Part de la consommation et de la production d'énergie des sociétés bénéficiaires d'investissement qui provient de sources d'énergie non renouvelables, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelables, exprimée en pourcentage du total des sources d'énergie	55%	%	48%	Suivi régulier
	6. Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	Consommation d'énergie en GWh par million d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires d'investissements, par secteur à fort impact climatique Secteur A Secteur C Secteur E Secteur F Secteur G Secteur H Secteur L	0,000	GWH/ M€ CA	100%	Suivi régulier
			0,344			
			0,153			
			0,000			
			0,000			
1,169						
0,502	100%					
Biodiversité	7. Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité	Part des investissements effectués dans des sociétés ayant des sites/établissements situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité, si les activités de ces sociétés ont une incidence négative sur ces zones	Aucune donnée disponible			
Eau	8. Rejets dans l'eau	Tonnes de rejets dans l'eau provenant des sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	2091,77	Les émissions d'eau sont inconnues. Les données recueillies font référence à la consommation	71%	Suivi régulier
Déchets	9. Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs ratio	Tonnes de déchets dangereux et de déchets radioactifs produites par les sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	338,47	Tonnes / M€	65%	Suivi régulier

INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION

Les questions sociales et de personnel	10. Violations des principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Les entreprises qui violent les principes du Pacte mondial Global Compact et des Principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales sont exclus de l'univers d'investissement.				Politique d'exclusion
	11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas de politique de contrôle du respect des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, ni de mécanismes de traitement des plaintes ou des différends permettant de remédier à de telles violations	25%	Concerne les entreprises qui ne sont pas signataires du Pacte mondial des Nations Unies	88%	Suivi régulier	
	12. Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé	Écart de rémunération moyen non corrigé entre les hommes et les femmes au sein des sociétés bénéficiaires des investissements	Aucune donnée crédible n'était disponible				
	13. Mixité au sein des organes de gouvernance	Ratio femmes/hommes moyen dans les organes de gouvernance des sociétés concernées, en pourcentage du nombre total de membres	36%	%	100%	Suivi régulier	
	14. Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques)	Part d'investissement dans des sociétés qui participent à la fabrication ou à la vente d'armes controversées	Les entreprises dont les activités sont liées à des armes controversées sont exclus de l'univers d'investissement.				Politique d'exclusion

Indicateurs applicables aux investissements dans des émetteurs souverains ou supranationaux						
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidences 2023	Explication	Couverture 2023	Mesures prises	
Environnement	15. Intensité de GES	Intensité de GES des pays d'investissement	Non applicable	Les fonds n'investissent pas dans des titres souverains et supranationaux.		
Social	16. Pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales	Nombre de pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (en nombre absolu et en proportion du nombre total de pays bénéficiaires d'investissements), au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations unies ou, le cas échéant, du droit national.	Non applicable	Les fonds n'investissent pas dans des titres souverains et supranationaux.		
Indicateurs applicables aux investissements dans des actifs immobiliers						
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidences 2023	Explication	Couverture 2023	Mesures prises	
Combustibles fossiles	17. Exposition à des combustibles fossiles via des actifs immobiliers	Part d'investissement dans des actifs immobiliers utilisés pour l'extraction, le stockage, le transport ou la production de combustibles fossiles	Non applicable	Les fonds n'investissent pas dans des titres souverains et supranationaux.		
Efficacité énergétique	18. Exposition à des actifs immobiliers inefficaces sur le plan énergétique	Part d'investissement dans des actifs immobiliers inefficaces sur le plan énergétique	Non applicable	Les fonds n'investissent pas dans des titres souverains et supranationaux.		
INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT						
Émissions	4. Investissements dans des sociétés n'ayant pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone aux fins du respect de l'accord de Paris	0%	%	100%	Suivi régulier
Eau, déchets et autres matières	7. Investissements dans des sociétés sans politique de gestion de l'eau	Part d'investissement dans des sociétés sans politique de gestion de l'eau	6%	%	100%	Suivi régulier
INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION						
Questions sociales et de personnel	1. Investissements dans des entreprises sans politique de prévention des accidents du travail	Part d'investissement dans des sociétés sans politique de prévention des accidents du travail	0%	%	100%	Suivi régulier
	2. Taux d'accidents	Taux d'accidents dans les sociétés concernées, en moyenne pondérée	0,83	Se réfère au taux total d'incidents enregistrable	65%	Suivi régulier
	4. Absence de code de conduite pour les fournisseurs	Part d'investissement dans des sociétés sans code de conduite pour les fournisseurs (lutte contre les conditions de travail dangereuses, le travail précaire, le travail des enfants et le travail forcé)	12%	Les données concernent les entreprises qui ne prennent pas en compte les critères ESG (pas seulement sociaux) dans la gestion de leur chaîne d'approvisionnement	84%	Suivi régulier
	6. Protection insuffisante des lanceurs d'alerte	Part d'investissement dans des entités qui n'ont pas défini de politique de protection des lanceurs d'alerte	6%	%	93%	Suivi régulier
Droits de l'homme	9. Absence de politique en matière de droits de l'homme	Part d'investissement dans des entités ne disposant pas d'une politique en matière de droits de l'homme	0%	%	100%	Suivi régulier
Lutte contre la corruption et les actes de corruption	15. Absence de politique de lutte contre la corruption et les actes de corruption	Part d'investissement dans des entités ne disposant pas d'une politique de lutte contre la corruption et les actes de corruption conforme à la convention des Nations unies contre la corruption	7%	%	84%	Suivi régulier

Prise en compte des PAI



Notre approche d'investissement responsable prend en compte les critères reflétant les risques de durabilité sur la valeur et les risques d'incidences négatives des entreprises sur les facteurs de durabilité.

Les critères pertinents sont sélectionnés et figurent parmi plusieurs catégories réunies en quatre grandes thématiques principales : responsabilité environnementale, responsabilité sociale, responsabilité sociétale et gouvernance d'entreprise. Les quatre thèmes correspondent à quatre piliers, soit respectivement : environnement, social, sociétal et gouvernance.

Les quatre piliers sont notés indépendamment et agrégés par la suite dans une note finale de l'entreprise sur 100.

Concernant la priorisation des critères voir chapitre 8°, en particulier section sur la matérialité variable.



*Responsabilité
environnementale*



*Responsabilité
sociale*



*Responsabilité
sociétale*



*Gouvernance
d'entreprise*

La prévention des incidences négatives des actifs sur les enjeux ESG (article 4 du Règlement Disclosure)

Nous veillons à ce que nos décisions d'investissement, de choix d'allocation des fonds ne produisent pas d'effets négatifs sur ces facteurs. Le présent rapport explicite le processus de diligence raisonnable comprenant les incidences négatives de nos décisions d'investissement. Ce rapport vise à assurer que ces incidences sont dûment prises en compte et qu'elles informent les décisions d'investissement et de gestion du portefeuille conformément aux exigences réglementaires.

Nous avons sélectionné des indicateurs d'incidence négative sur la base de leur importance, disponibilité, probabilité de survenance et le caractère potentiellement grave ou irréversible de leurs conséquences. Nous nous appuyons sur les standards internationaux, référentiels en la matière, ainsi que les guides des agences telles que l'AFG. De plus, nous veillons à la conformité de notre outil d'analyse par rapport à la réglementation en place, tel que le RTS (Regulatory Technical Standards) qui vient compléter le règlement Disclosure.

Ainsi, les critères reflétant les incidences négatives sont catégorisés et intégrés dans les quatre piliers. Ils sont notés selon une matérialité variable. Au sein de chaque pilier, les pondérations des catégories de critères varient en fonction de la pertinence du critère considéré pour chacun des 11 secteurs d'activités couverts par notre modèle. Certains critères sont plus pertinents et significatifs que d'autres pour chacun des secteurs d'activités. Nous cherchons à mesurer la probabilité de survenance d'une incidence négative du secteur sur le facteur de risque (les émissions des GES, traitement des déchets, emploi décent, anti-corruption etc.). En ce sens, plus le secteur est susceptible de produire d'effets négatifs sur ces facteurs, plus le critère sera important et noté plus sévèrement.

Exemples de critères pour veiller aux incidences en matière environnementale

Politique environnementale générale	Politique environnementale Certifications environnementales Suivi de l'empreinte environnementale, de la consommation des ressources et de la production des déchets
Maîtrise de la pollution et gestion des émissions	Gestion des émissions GES scope 1,2,3 Objectif de réduction des émissions Mise en place d'un système d'économie de la fonctionnalité
Maîtrise de la pollution et gestion des déchets	Politique de réduction de production des déchets Déchets dangereux Traitement des déchets et recyclage
Gestion et consommation durable de l'énergie	Consommation d'énergie Politique de réduction de consommation d'énergie Mix énergétique Production d'énergie renouvelable
Gestion et consommation durable de l'eau	Consommation d'eau Politique de réduction de consommation d'eau Traitement des eaux usées
Biodiversité	Politique sur la préservation de la biodiversité

Exemples de critères pour veiller aux incidences en matière sociale

Standards de travail	Signataire principes du Pacte mondial des Nations Unies Politique et due diligence en matière des droits de l'Homme
Conditions de travail	Politique sur la santé et sécurité au travail Taux d'absentéisme au travail Taux d'accidents du travail Controverse en matière de santé et sécurité au travail
Qualité de vie au travail	Politique de rémunération équitable Dialogue social et représentation des employés Litiges prud'homaux
Diversité, égalité des genres	Taux de femmes dans l'entreprises Taux de travailleurs handicapés Suivi et reporting sur l'écart de rémunération
Formation	Politique de formation Nombre annuel d'heures de formation des salariés Formation RSE des salariés

Exemples de critères pour veiller aux incidences en matière sociétale

Politique sur la lutte contre corruption	Politique de lutte contre la corruption Procédure et protection des lanceurs d'alertes Litiges clos de corruption des employés
Conformité fiscale et éthique des affaires	Investigation, amende, sanction pour irrégularité fiscale et pour fraude
Gestion de la chaîne d'approvisionnement	Prise en compte des risques ESG et des droits de l'Homme dans la chaîne d'approvisionnement Politique d'achats responsables Mécanisme de suivi du respect de la politique par les fournisseurs
Gestion des matières premières	Politique sur les matériaux critiques Matières premières certifiées
Prise en compte des intérêts des parties prenantes	Certification sur la qualité des produits Eco-conception Protection des données
Engagement auprès des communautés locales	Engagement auprès des communautés Partenariat associatif et caritatif

Exemples de critères pour veiller aux incidences en matière sociale

Démarche ESG et transparence	Politique ESG Publication d'un rapport extra-financier Certification et/ou labels ESG
Gouvernance interne ESG	Détermination d'un rôle responsable de la ESG Nombre de réunions ESG par exercice Rémunération variable liée aux objectifs ESG
Composition des organes exécutifs	Taux d'administrateurs indépendants Séparation des fonctions de président et du directeur général Taux de féminisation des instances de direction
Comité de rémunération et d'audit	Taux de membres indépendants Taux de membres non-exécutifs
Redistribution des bénéfices	Distribution des dividendes Participation aux bénéfices/profit sharing

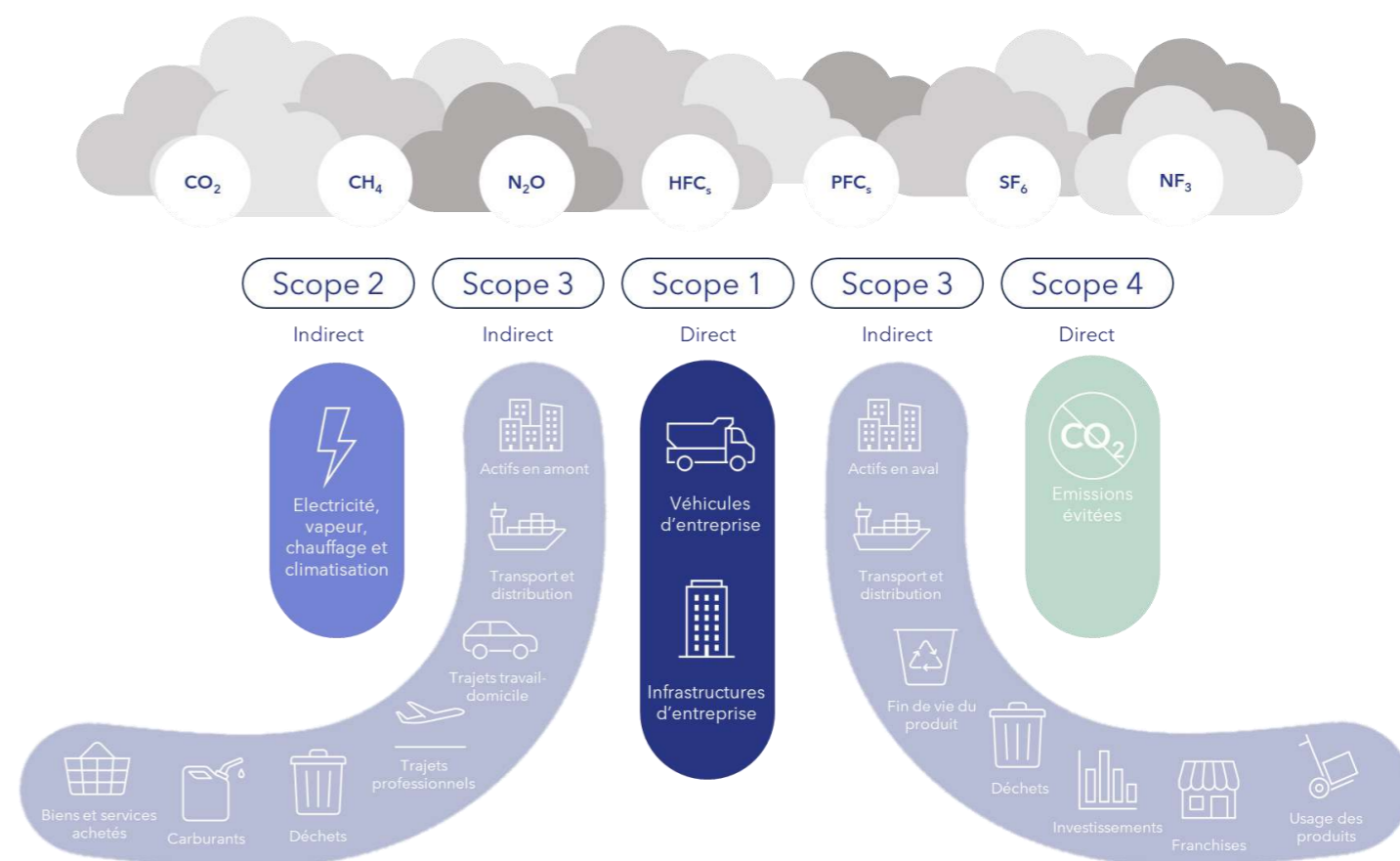
Les précisions sur l'approche relative aux émissions GES au sein de l'analyse ESG

La société s'efforce de diminuer son empreinte environnementale de manière générale et de limiter l'impact négatif de ses décisions d'investissement sur l'environnement et la société. Ainsi, nous sommes soucieux de notre implication dans l'atténuation et l'adaptation au réchauffement climatique. En ce sens, la société adopte une procédure de surveillance des émissions des entreprises dans lesquelles elle investit.

La société de gestion analyse les approches adoptées par les entreprises, si elles calculent leurs émissions, quels périmètres elles prennent en compte, si elles ont mis en place des objectifs de réduction des émissions et des procédures de mise en œuvre de ces objectifs. De plus, nous regardons si les entreprises de nos fonds ont mis en place des systèmes d'économie de fonctionnalité ou de partage de service afin de diminuer leurs émissions au niveau des employés. Ces systèmes peuvent comprendre le co-voiturage, le partage ou l'utilisation collective.

Nous nous efforçons de calculer les émissions de manière la plus complète possible en se basant sur les périmètres 1,2 et 3 (scope 1,2,3), des émissions induites :

- **Scope 1 :** Ce sont des émissions qui sont produites directement au niveau de l'entreprise, provenant des installations fixes ou mobiles situées à l'intérieur du périmètre organisationnel, notamment des sources détenues ou contrôlées par l'entreprise.
- **Scope 2 :** Ce sont principalement les émissions créées lors du processus de production de l'électricité, de vapeur, de chaleur et de refroidissement



- **Scope 3** : Ce sont principalement les émissions qui se produisent dans la chaîne d'approvisionnement de l'entreprise, y compris les émissions en amont et en aval. En d'autres termes, les émissions qui sont liées aux opérations de l'entreprise.
- **Scope 4** : Soit les émissions évitées. Ce sont les réductions d'émissions qui se produisent en dehors du cycle de vie ou de la chaîne de valeur d'un produit, mais à la suite de l'utilisation du produit. Elles sont mesurées par rapport à une situation ou un mix de produits de référence.

La société encourage fortement la transparence des entreprises dans lesquelles elle investit sur les trois périmètres. Toutefois, il se peut que certaines entreprises ne publient pas leurs données de manière générale ou concernant le scope 3 plus spécifiquement. Dans ce cas, nous pouvons nous appuyer sur les émissions modélisées ou estimées afin de saisir leur impact de manière exhaustive malgré l'absence d'informations de la part des entreprises. Avec les données sur les émissions des entreprises investies, dont un pourcentage est éventuellement modélisé, l'équipe de gestion calcule l'empreinte des émissions des gaz à effet de serre (GES) et l'intensité des émissions GES de nos fonds.

- **L'empreinte des émissions** est calculée au niveau du portefeuille et représente la quantité des tonnes de CO2 par million d'euros investis.
- **L'intensité des émissions** est d'abord calculée au niveau de l'entreprise et représente le ratio des émissions par rapport au chiffre d'affaires de l'entreprise. L'intensité du portefeuille est calculée comme la moyenne des émissions totales sur les chiffres d'affaires des entreprises.

L'intensité et l'empreinte peuvent comprendre différentes sommes de périmètres (scope 1 et 2 ou scope 1 et 2 et 3), en fonction du taux de couverture du portefeuille. Les périmètres pris en compte pour le calcul sont précisés.

Limites méthodologiques

L'analyse ESG adoptée par les fonds en gestion collective repose majoritairement sur la qualité et la quantité des données fournies par les entreprises elles-mêmes. Les principes ESG applicables actuellement sont intentionnellement non contraignants, permettant ainsi une diversité d'interprétation et d'application des critères ESG par les entreprises. L'analyse dépend donc de l'hétérogénéité de la qualité de ces informations et de la quantité des données disponibles. Pour pallier les éventuelles lacunes, l'équipe de gestion communique avec les entreprises afin d'obtenir les informations nécessaires par le biais des questionnaires ESG.

Les données ESG reçues de tiers peuvent être incomplètes, inexactes ou indisponibles de temps à autre. En ce sens, il existe un risque que l'équipe de gestion évalue de façon incorrecte la performance et l'impact d'un émetteur. Il existe un biais dû au parti pris par le gestionnaire dans le choix des critères extra-financiers retenus ainsi que dans leur interprétation. Il peut également y avoir un biais de taille, les grandes capitalisations ayant plus de budget alloué à leur démarche responsable et de RSE.

Pour les entreprises ne fournissant pas les données nécessaires sur leurs performances ESG, une demande leur sera faite de renseigner un questionnaire ESG. Une notation temporaire est assignée à une entreprise le temps que cette dernière réponde au questionnaire. La notation sera discrétionnaire basée sur des KPIs proches de son secteur d'activité.

L'analyse carbone est limitée par une absence de cadre de reporting clairement défini. Par conséquent, les méthodes utilisées par les entreprises pour le calcul de leurs émissions CO2 peuvent varier en qualité autant qu'en quantité. Ainsi, les données publiées par les entreprises peuvent se baser sur des périmètres différents des émissions induites (Scope 1,2,3). Notamment, les émissions du scope 3 sont souvent indisponibles ou modélisées ou estimées. Tout cela peut affecter le calcul de l'empreinte globale du portefeuille. Le fonds adopte une approche carbone proactive et holistique, prenant en compte autant que possible le Scope 1, 2 et 3 des émissions induites, ainsi que les émissions évitées. Toutefois, il existe le risque que les données disponibles soient incomplètes, voire biaisées.

L'intensité et l'empreinte peuvent comprendre différentes sommes de périmètres (scope 1 et 2 ou scope 1 et 2 et 3), en fonction du taux de couverture du portefeuille. Les périmètres pris en compte pour le calcul sont chaque fois précisés.

L'objectif relatif du fonds Abacus Green Deal est d'avoir une "empreinte carbone" inférieure à celle de son indice de référence. Par ailleurs, comme indiqué ci-dessus, le fonds Abacus Green Deal sera conforme aux objectifs de l'accord de Paris. Le fonds n'a pas vocation à être neutre en carbone, ainsi son objectif d'investissement n'est pas un objectif zéro émissions.



Standards internationaux

L'équipe de gestion est responsable de la veille scientifique, technique et réglementaire en matière de gestion extra-financière. Elle s'appuie sur des standards internationaux :

- Les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU pour leur granularité et leur approche approfondie et globale.
- Les Principes pour un Investissement Responsable des Nations Unies ("UNPRI"), pour la qualité de leur documentation sur l'investissement responsable ;
- Les Global Reporting Initiative (GRI), Urgewald Global Coal Exit List et Carbon Disclosure Project (CDP), pour leurs publications pertinentes et leur travail sur l'amélioration de la transparence dans le domaine extra-financier ;
- Les sources documentaires publiées par les organismes de l'Union européenne tels que l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA) et l'Agence européenne de l'environnement (EEA) ;
- Les publications des autorités publiques nationales telles que, pour la France, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) et l'Agence française de gestion financière (AFG) ;
- Les 10 Principes du Pacte mondial et les Principes directeurs de l'OCDE visant à garantir la limitation de violations flagrantes des droits de l'Homme,
- Les conventions internationales d'Oslo et d'Ottawa, normes phares issues du droit humanitaire, prohibant l'utilisation, la production et le stockage des mines anti-personnel et des armes à sous-munitions,
- Les conventions sur l'interdiction des armes biologiques (1975) et des armes chimiques (1997)



Comparaison
historique

IV

Cette déclaration des principaux impacts négatifs couvre la période de référence du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 pour tous les OPCVM sous gestion.

Les comparaisons historiques des résultats et des taux de couvertures sont disponibles directement au sein des tableaux PAI.

En effet, pour les fonds Abacus Discovery, Abacus Tech for Good et Abacus Green Deal nous reportons les résultats obtenus pour l'année 2023 et 2022. Abacus Credit Impact a été lancé en novembre 2023, dès lors nous disposons uniquement des informations pour l'année 2023.

Dès lors, le Rapport annuel 2023 constitue le premier rapport sur la prise en compte des facteurs extra-financiers pour le fonds Abacus Credit Impact. La comparaison historique sera publiée lors du Rapport annuel 2024.



Table des correspondances

Rapport article 29

1°	Informations relatives à la démarche générale de l'entité Point 1° du point III de l'article D. 533-16-1 du Code monétaire et financier	P. 8
	a) Présentation résumée de la démarche générale de l'entité sur la prise en compte de critères ESG et notamment dans la politique et stratégie d'investissement	P. 9
	b) Contenu, fréquence et moyens utilisés par l'entité pour informer les clients	P. 16
	c) Liste des produits financiers mentionnés en vertu de l'article 8 et de l'article 9 du règlement (UE) 2019/2088	P. 18, 21
	d) Prise en compte des critères ESG dans le processus de prise de décision pour l'attribution de nouveaux mandats de gestion	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.
	e) Adhésion de l'entité, ou de certains produits financiers, à une charte, un code, une initiative ou obtention d'un label sur la prise en compte de critères ESG	P. 7
2°	Informations relatives aux moyens internes déployés par l'entité Point 2° du point III de l'article D. 533-16-1 du Code monétaire et financier	P. 22
	a) Description des ressources financières, humaines et techniques dédiées à la prise en compte des critères ESG dans la stratégie d'investissement	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.
	b) Actions menées en vue d'un renforcement des capacités internes de l'entité	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.
3°	Informations relatives à la démarche de prise en compte des critères ESG au niveau de la gouvernance de l'entité Point 3° du point III de l'article D. 533-16-1 du Code monétaire et financier	P. 26
	a) Connaissances, compétences et expérience des instances de gouvernance, notamment des organes d'administration, de surveillance et de direction, en matière de prise de décision relatives à l'intégration des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance dans la politique et la stratégie d'investissement de l'entité	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.
	b) Inclusion, conformément à l'article 5 du règlement (UE) 2019/2088, dans les politiques de rémunération des informations sur la manière dont ces politiques sont adaptées à l'intégration des risques en matière de durabilité	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.
	c) Intégration des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance dans le règlement interne du conseil d'administration ou de surveillance de l'entité.	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.

4°	Informations sur la stratégie d'engagement auprès des émetteurs ainsi que sur sa mise en œuvre	P. 28	e) Le rôle et l'usage de l'évaluation dans la stratégie d'investissement	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.
	Point 4° du point III de l'article D. 533-16-1 du Code monétaire et financier		f) Les changements intervenus au sein de la stratégie d'investissement en lien avec la stratégie d'alignement avec l'Accord de Paris	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.
	a) Périmètre des entreprises concernées par la stratégie d'engagement	P. 29	g) Les éventuelles actions de suivi des résultats et des changements intervenus	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.
	b) Présentation de la politique de vote	P. 30	h) La fréquence de l'évaluation, les dates prévisionnelles de mise à jour et les facteurs d'évolution pertinents retenus	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.
	c) Bilan de la stratégie d'engagement mise en oeuvre, qui peut notamment inclure la part des entreprises avec laquelle l'entité a initié un dialogue, les thématiques couvertes et les actions de suivi de cette stratégie	P. 34		
	d) Bilan de la politique de vote, en particulier relatif aux dépôts et votes en assemblée générale de résolutions sur les enjeux ESG	P. 44		
	e) Décisions prises en matière de stratégie d'investissement, notamment en matière de désengagement sectoriel.	P. 44		
5°	Informations relatives à la Taxonomie européenne et aux combustibles fossiles	P. 46		
	Point 5° du point III de l'article D. 533-16-1 du Code monétaire et financier		a) Une mesure du respect des objectifs figurant dans la Convention sur la diversité biologique adoptée le 5 juin 1992	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.
	a) Part des encours concernant les activités en conformité avec les critères d'examen technique définis au sein des actes délégués relatifs aux articles 10 à 15 du règlement (UE) 2020/852	P. 48	b) Une analyse de la contribution à la réduction des principales pressions et impacts sur la biodiversité définis par la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.
	b) Part des encours dans des entreprises actives dans le secteur des combustibles fossiles, au sens de l'acte délégué en vertu de l'article 4 de ce règlement	P. 49	c) La mention de l'appui sur un indicateur d'empreinte biodiversité et, le cas échéant, la manière dont cet indicateur permet de mesurer le respect des objectifs internationaux liés à la biodiversité.	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.
6°	Informations sur la stratégie d'alignement avec les objectifs internationaux de limitation du réchauffement climatique prévus par l'Accord de Paris, en cohérence avec le d du 2 de l'article 4 du règlement SFDR	P. 50		
	Point 6° du point III de l'article D. 533-16-1 du Code monétaire et financier			
	a) Un objectif quantitatif à horizon 2030, revu tous les cinq ans jusqu'à horizon 2050.	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.		
	b) Lorsque l'entité utilise une méthodologie interne, des éléments sur celle-ci pour évaluer l'alignement de la stratégie d'investissement avec l'Accord de Paris	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.		
	c) Une quantification des résultats à l'aide d'au moins un indicateur	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.		
	d) Pour les entités gérant des fonds indiciaires, l'information sur l'utilisation des indices de référence "transition climatique" et "Accord de Paris"	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.		
7°	Informations sur la stratégie d'alignement avec les objectifs de long terme liés à la biodiversité	P. 52		
	Point 7° du point III de l'article D. 533-16-1 du Code monétaire et financier			
	a) Une mesure du respect des objectifs figurant dans la Convention sur la diversité biologique adoptée le 5 juin 1992	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.		
	b) Une analyse de la contribution à la réduction des principales pressions et impacts sur la biodiversité définis par la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.		
	c) La mention de l'appui sur un indicateur d'empreinte biodiversité et, le cas échéant, la manière dont cet indicateur permet de mesurer le respect des objectifs internationaux liés à la biodiversité.	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.		
8°	Informations sur les démarches de prise en compte des critères ESG dans la gestion des risques	P. 54		
	Point 8° du point III de l'article D. 533-16-1 du Code monétaire et financier			
	a) Le processus d'identification, d'évaluation, de priorisation et de gestion des risques liés à la prise en compte des critères ESG	P. 55		
	b) Une description des principaux risques en matière ESG pris en compte et analysés	P. 58		
	c) Une indication de la fréquence de la revue du cadre de gestion des risques	P. 60		
	d) Un plan d'action visant à réduire l'exposition de l'entité aux principaux risques en matière ESG pris en compte	P.60		
	e) Une estimation quantitative de l'impact financier des principaux risques en matière ESG identifiés et de la proportion des actifs exposés, ainsi que l'horizon de temps associé à ces impacts, au niveau de l'entité et des actifs concernés, comprenant notamment l'impact sur la valorisation du Portefeuille	Non applicable à Philippe Hottinguer Gestion.		